

**RAPPORT SUR LA SOLVABILITE ET LA
SITUATION FINANCIERE**

31 décembre 2017

GROUPAMA LOIRE BRETAGNE

SOMMAIRE	
SYNTHÈSE	8
A. ACTIVITE ET RESULTATS	10
A.1. Activité.....	10
A.1.1. Présentation générale de Groupama Loire Bretagne	10
A.1.1.1. Organisation de Groupama Loire Bretagne	10
A.1.1.2. Description du groupe et de la place de Groupama Loire Bretagne dans le groupe....	11
A.1.1.3. Participations qualifiées dans l’entreprise et entreprises liées.....	11
A.1.2. Analyse de l’activité de Groupama Loire Bretagne	12
A.1.2.1. Activité par ligne d’activité importante.....	12
A.1.2.2. Activité par zone géographique importante.....	13
A.1.3. Faits marquants de l’exercice	13
A.2. Résultats de souscription	13
A.2.1. Performance globale de souscription.....	13
A.2.2. Résultat de souscription par ligne d’activité.....	14
A.3. Résultats des investissements	16
A.3.1. Résultat des investissements par catégorie d’actifs	16
A.3.2. Profits et pertes directement comptabilisés en fonds propres	16
A.4. Résultats des autres activités	16
A.4.1. Produits et charges des autres activités.....	16
A.4.1.1. Autres produits techniques	16
A.4.1.2. Autres produits et charges non techniques	16
A.5. Autres informations	16
B. SYSTEME DE GOUVERNANCE	17
B.1. Informations générales sur le système de gouvernance	17
B.1.1. Description du système de gouvernance.....	17
B.1.1.1. Au niveau entité.....	17
B.1.1.2. Au niveau Groupe.....	17
B.1.2. Structure de l’organe d’administration, de gestion et de contrôle de Groupama Loire Bretagne.....	18
B.1.2.1. Le conseil d’administration	19
B.1.2.1.1. Composition.....	19
B.1.2.1.2. Principaux rôles et responsabilités.....	20
B.1.2.1.3. Comités rendant directement compte au Conseil d’Administration	21
B.1.2.2. La Direction Générale.....	22
B.1.2.2.1. Principaux rôles et responsabilités.....	22
B.1.2.2.2. Rôle des comités de Direction Générale	22
B.1.2.2.3. Délégation de responsabilité	23

B.1.3. Les fonctions clés.....	24
B.1.4. Politique et pratiques de rémunération	25
B.1.4.1. Politique et pratiques de rémunération des membres du Conseil d'Administration	25
B.1.4.2. Politique et pratiques de rémunération des dirigeants mandataires sociaux	25
B.1.4.3. Politique et pratiques de rémunération applicables aux salariés	25
B.1.5. Transactions importantes	25
B.2. Exigences de compétence et honorabilité	26
B.2.1. Compétence	26
B.2.1.1. Procédure d'évaluation de la compétence des administrateurs.....	26
➤ <i>Procédure de nomination des administrateurs</i>	26
➤ <i>Vérification du respect des exigences de Compétence du Conseil d'administration</i>	26
➤ <i>Programmes de formation en cours de mandat</i>	27
B.2.1.2. Procédure d'évaluation de la compétence des dirigeants effectifs	27
➤ <i>Directeur Général</i>	27
➤ <i>Directeur Général adjoint (2nd dirigeant effectif)</i>	27
B.2.1.3. Procédure d'évaluation de la compétence des responsables des fonctions clés.....	27
B.2.2. Honorabilité	28
➤ <i>Modalités de vérification des conditions d'honorabilité</i>	28
B.3. Système de gestion des risques, y compris l'évaluation interne des risques et de la solvabilité 28	
B.3.1. Système de gestion des risques.....	28
B.3.1.1. Objectifs et stratégies de l'entreprise en matière de gestion des risques	28
B.3.1.2. Identification, évaluation et suivi des risques	29
B.3.1.3. Gouvernance interne et lignes de reporting	29
B.3.2. Évaluation interne des risques et de la solvabilité	30
B.3.2.1. Organisation générale des travaux ORSA	30
B.3.2.1.1. Organisation des travaux ORSA.....	30
B.3.2.1.1.1. Principes et règles de délégation.....	30
B.3.2.1.1.2. Périmètre de responsabilité des entités	31
B.3.2.1.2. Rôle et responsabilités des fonctions clés et directions opérationnelles des entités	31
B.3.2.1.2.1. Périmètre de responsabilité des fonctions clés.....	31
B.3.2.1.2.2. Périmètre de responsabilité des autres directions opérationnelles	31
B.3.2.1.3. Organes d'administration, de direction et comités spécialisés	32
B.3.2.2. Méthodologie d'évaluation des risques et de la solvabilité actuelle et prospective.....	32
B.3.2.3. Fréquence de réalisation des travaux ORSA et calendrier de son exécution	32
B.4. Système de contrôle interne.....	32
B.4.1. Description du système de contrôle interne	32
B.4.2. Mise en œuvre de la fonction de vérification de la conformité	33

B.5. Fonction d’audit interne.....	33
B.5.1. Principes d’intervention de la fonction audit interne.....	33
➤ <i>Le plan de mission de l’audit</i>	33
➤ <i>Lancement d’une mission</i>	34
➤ <i>La conduite d’une mission</i>	34
➤ <i>Les conclusions d’une mission d’audit</i>	34
➤ <i>Les recommandations</i>	34
➤ <i>Le suivi des recommandations</i>	35
B.5.2. Principes d’exercice de la fonction audit interne.....	35
➤ <i>Indépendance et secret professionnel</i>	35
➤ <i>Prévention des conflits d’intérêts</i>	35
➤ <i>Obligation d’alerte</i>	35
B.6. La fonction actuarielle	35
B.6.1. Provisionnement	35
B.6.2. Souscription	36
B.6.3. Réassurance	36
B.7. Sous-traitance	36
B.7.1. Objectifs de la politique de sous-traitance	36
B.7.2. Prestataires importants ou critiques internes.....	37
B.7.3. Prestataires importants ou critiques externes.....	37
B.8. Autres informations	37
C. PROFIL DE RISQUE.....	38
C.1. Risque de souscription.....	38
C.1.1. Exposition au risque de souscription	38
C.1.1.1. Mesures d’identification et d’évaluation des risques.....	38
C.1.1.2. Description des risques importants	38
C.1.2. Concentration du risque de souscription.....	39
C.1.3. Techniques d’atténuation du risque de souscription.....	39
C.1.3.1. La politique de souscription et de provisionnement	40
C.1.3.2. La réassurance.....	41
C.1.4. Sensibilité au risque de souscription.....	41
C.2. Risque de marché.....	42
C.2.1. Exposition au risque de marché.....	42
C.2.1.1. Évaluation de risques	42
C.2.1.1.1. Mesures d’évaluation.....	42
C.2.1.1.2. Liste des risques importants.....	42
C.2.2. Concentration du risque de marché.....	43

C.2.3. Techniques d'atténuation du risque de marché.....	43
C.2.4. Sensibilité au risque de marché	43
C.3. Risque de crédit	44
C.3.1. Exposition au risque de crédit.....	44
C.3.2. Concentration du risque de crédit	44
C.3.3. Techniques d'atténuation du risque de crédit	44
C.3.4. Sensibilité au risque de crédit	45
C.4. Risque de liquidité	45
C.4.1. Exposition au risque de liquidité	45
C.4.2. Concentration du risque de liquidité	45
C.4.3. Techniques d'atténuation du risque de liquidité	45
C.4.4. Sensibilité au risque de liquidité.....	45
C.5. Risque opérationnel	46
C.5.1. Exposition au risque opérationnel.....	46
C.5.1.1. Mesures d'identification et d'évaluation des risques.....	46
C.5.1.2. Description des risques majeurs	46
C.5.2. Concentration du risque opérationnel	46
C.5.3. Techniques d'atténuation du risque opérationnel	46
C.5.3.1. Le dispositif de Contrôle Permanent	47
C.5.3.2. Le Management de la Continuité d'Activité (Protection)	47
C.5.3.3. La Sécurité des Systèmes d'Information	47
C.5.3.4. Autres stratégies	48
C.5.4. Sensibilité au risque opérationnel	48
C.6. Autres risques importants	48
C.7. Autres informations	48
D. VALORISATION A DES FINS DE SOLVABILITE	49
D.1. Actifs	49
D.1. 1. Principaux écarts de valorisation sur les actifs entre les normes françaises et le référentiel Solvabilité 2.....	49
D.1.2. Goodwill	49
D.1.3. Frais d'acquisition différés.....	49
D.1.4. Immobilisations incorporelles	49
D.1.5. Impôts différés.....	49
D.1.6. Excédent de régime de retraite	50
D.1.7. Immobilisations corporelles pour usage propre.....	50
D.1.8. Investissements (autres que les actifs en représentation de contrats en unités de compte et indexés)	50
D.1.8.1. Biens immobiliers (autres que détenus pour usage propre).....	50

D.1.8.2. Détention dans des entreprises liées, y compris participations.....	51
D.1.8.3. Actions, obligations, organismes de placement collectif, titres structurés et titres garantis	51
D.1.9. Produits dérivés	51
D.1.10. Dépôts autres que les équivalents de trésorerie	52
D.1.11. Autres investissements	52
D.1.12. Actifs en représentation de contrats en unités de compte et indexés.....	52
D.1.13. Prêts et prêts hypothécaires	52
D.1.14. Avances sur police.....	52
D.1.15. Montants recouvrables au titre des contrats de réassurance (ou Provisions techniques cédées)	52
D.1.16. Autres actifs.....	52
D.1.16.1. Dépôts auprès des cédantes	52
D.1.16.2. Créances nées d'opérations d'assurance	52
D.1.16.3. Créances nées d'opérations de réassurance.....	52
D.1.16.4. Autres créances (hors assurance).....	53
D.1.16.5. Actions auto-détenues.....	53
D.1.16.6. Instruments de fonds propres appelés et non payés	53
D.1.16.7. Trésorerie et équivalents de trésorerie	53
D.1.16.8. Autres actifs non mentionnés dans les postes ci-dessus	53
D.2. Provisions techniques	53
D.2.1. Méthodologie de calcul et analyse des écarts entre la valorisation à des fins de solvabilité et la valorisation dans les états financiers.....	53
D.2.1.1. Provisions Best Estimate de sinistres Non Vie.....	53
D.2.1.2. Provisions Best Estimate de primes Non Vie	54
D.2.1.3. Provisions techniques Vie	54
D.2.1.4. Marge de risque (Vie et Non Vie)	55
D.2.1.5. Explications des écarts (Vie et Non Vie) entre la valorisation à des fins de solvabilité et la valorisation dans les états financiers.....	55
D.2.2. Niveau d'incertitude lié au montant des provisions techniques	56
D.2.3. Impact des mesures relatives aux garanties long terme et transitoires	56
D.2.3.1. Mesures relatives aux garanties long terme.....	56
D.2.3.2. Mesures transitoires sur provisions techniques	56
D.3. Autres passifs.....	57
D.3.1. Principaux écarts de valorisation sur les autres passifs entre les normes françaises et le référentiel Solvabilité 2	57
D.3.2. Passifs éventuels	57
D.3.3. Provisions autres que les provisions techniques.....	57
D.3.4. Provisions pour retraite et autres avantages.....	57

D.3.5. Dépôts des réassureurs.....	58
D.3.6. Passifs d'impôts différés.....	58
D.3.7. Produits dérivés	58
D.3.8. Dettes envers les établissements de crédit	58
D.3.9. Dettes financières autres que celles envers les établissements de crédit	58
D.3.10. Dettes nées d'opérations d'assurance et montants dus aux intermédiaires.....	58
D.3.11. Dettes nées d'opérations de réassurance	58
D.3.12. Autres dettes (hors assurance)	58
D.3.13. Passifs subordonnés.....	58
D.3.14. Autres dettes non mentionnées dans les postes ci-dessus.....	58
D.4. Autres informations	58
E. GESTION DE CAPITAL	59
E.1. Fonds propres.....	59
E.1.1. Objectifs, politiques et procédures de gestion du capital.....	59
E.1.2. Structure, montant et tiering des fonds propres de base et fonds propres auxiliaires	59
E.1.3. Analyse des écarts entre les fonds propres comptables et les fonds propres du bilan valorisé à des fins de solvabilité	60
E.2. Capital de solvabilité requis et minimum de capital requis	61
E.2.1. Capital de solvabilité requis.....	61
E.2.2 Minimum de capital requis (MCR).....	62
E.3. Utilisation du sous-module « risque sur actions » fondé sur la durée dans le calcul du capital de solvabilité requis.....	62
E.4. Différences entre la formule standard et tout modèle interne utilisé / NA	62
E.5. Non-respect du minimum de capital requis et non-respect du capital de solvabilité requis / NA	62
E.6. Autres informations	62
ANNEXES – QRT publics.....	63

SYNTHÈSE

Le rapport sur la solvabilité et la situation financière de Groupama Loire Bretagne a pour objectif :

- ✓ la description de l'activité et des résultats ;
- ✓ la description du système de gouvernance et l'appréciation de son adéquation au profil de risque ;
- ✓ la description, pour chaque catégorie de risques, de l'exposition, des concentrations, de l'atténuation et de la sensibilité au risque ;
- ✓ la description, pour les actifs, les provisions techniques et les autres passifs, des bases et méthodes d'évaluation utilisées et l'explication de toute différence majeure existant avec les bases et méthodes utilisées aux fins de leur évaluation dans les états financiers ;
- ✓ et la description de la façon dont le capital est géré.

Le rapport sur la solvabilité et la situation financière a été approuvé par le Conseil d'Administration de Groupama Loire Bretagne du 04/05/2018.

• **Activité et résultats**

Le résultat de l'année 2017 est marqué par les événements suivants :

- Une légère baisse de 0.4% des primes acquises
- Des événements climatiques majeurs (coût de 24.6M€ de la tempête Zeus) mais peu de sinistres excédentaires (7 sinistres excédentaires pour un montant avant réassurance de 20M€ contre 10 événements en 2016 pour un montant global de 57M€)
- Une facture de réassurance très élevée qui s'explique par les sinistres excédentaires peu importants sur 2017 et les dégagements sur les dossiers excédentaires antérieurs
- Une charge d'impôt plus forte liée à la surtaxe de 30% de la loi de finance rectificative 2017

Toutefois, ces éléments ne sont pas de nature à remettre en question les équilibres économiques fondamentaux de Groupama Loire Bretagne, qui affiche au titre de 2017 un ratio combiné de 97%.

• **Système de gouvernance**

Groupama Loire Bretagne est administrée par un conseil d'administration qui détermine les orientations de son activité et veille à leur mise en œuvre et contrôle la gestion de la direction. Le conseil d'administration est assisté de comités techniques dans l'exercice de ses missions. Il s'agit du comité d'audit et des risques, du comité d'éthique et RSE, du comité des rémunérations et des nominations et du comité des conventions.

La direction générale de Groupama Loire Bretagne est assumée, sous le contrôle du conseil d'administration et dans le cadre des orientations arrêtées par celui-ci, par le directeur général.

Aucun changement important du système de gouvernance n'est intervenu au cours de l'exercice 2017. Au titre de l'exercice 2017, aucun changement important n'est survenu dans le système de gestion des risques de l'entité.

• **Profil de risque**

Compte-tenu de son activité et de son positionnement sur le marché, l'entité est essentiellement exposée aux risques d'assurance (primes, réserves et catastrophes) et aux risques financiers.

Les risques de primes et réserves bénéficient d'une diversification importante entre, d'une part, les métiers d'assurance, et d'autre part entre les marchés (particuliers, commerçants artisans, entreprises, agricole, etc.).

Par ailleurs, l'entité a mis en place un dispositif d'atténuation des risques d'assurance qui se compose d'un ensemble de principes et de règles en termes de souscription et de provisionnement, et d'un dispositif de réassurance interne et externe. Au titre de l'exercice 2017, l'entité n'a pas vu d'évolution significative de son risque de souscription.

Conformément au traité de réassurance interne au groupe, Groupama Loire Bretagne se réassure exclusivement auprès de Groupama SA. Cette relation de réassurance s'inscrit par construction dans le long terme et entraîne une solidarité économique et un transfert d'une partie de l'activité Dommages de la Caisse vers Groupama SA.

Le risque de marché est le risque le plus important : il représente 54% du SCR de base hors effets de diversification. Au titre de l'exercice 2017, l'entité n'a pas vu d'évolution significative de son risque de marché.

Une concentration, mesurée selon le critère d'exigence de capital, apparaît sur les actions et représente 247M€. Cette concentration est toutefois très majoritairement engendrée par les participations intragroupes.

L'entité a mis en place un dispositif de limites primaires (principales classes d'actifs) et secondaires (au sein de chaque classe d'actifs) qui vise à limiter la détention d'actifs risqués et éviter les concentrations (émetteurs, secteurs, pays).

- **Principales modifications en matière de valorisation à des fins de solvabilité**

Il n'y a désormais plus, dans le mécanisme de capacité d'absorption des pertes par les impôts différés, de reconnaissance d'une mutualisation de l'impôt pour les entités appartenant au même périmètre d'intégration fiscale.

Groupama Loire Bretagne a introduit la notion des primes futures au niveau du bilan économique. Ainsi, le Best Estimate de prime a d'une part une composante basée sur les provisions pour primes non acquises (PPNA) et d'autre part une nouvelle composante basée sur les primes futures.

- **Gestion du capital**

Les ratios de couverture SCR et MCR réglementaires (avec Mesures Transitoires) sont respectivement de 383% et 1528% au 31 décembre 2017 contre 363% et 1358% au 31 décembre 2016.

Les fonds propres éligibles à la couverture du SCR s'élèvent à 1369 M€ au 31 décembre 2017, contre 1223 M€ au 31 décembre 2016. Ils sont constitués exclusivement de fonds propres de base classés en Tier 1.

A. ACTIVITE ET RESULTATS

A.1. Activité

A.1.1. Présentation générale de Groupama Loire Bretagne

A.1.1.1. Organisation de Groupama Loire Bretagne

Groupama Loire Bretagne est une caisse régionale d'Assurance et de Réassurance Mutuelles Agricoles appartenant au pôle mutualiste du Groupe Groupama.

Groupama Loire Bretagne bénéficie d'un mix produits/marchés important lui permettant une grande diversification de ses risques assurance.

A ce titre, elle diffuse des produits d'assurance de grande consommation, comme les garanties en matière de santé individuelle et collective, la prévoyance, la couverture des risques dommages automobile, et habitation pour les domaines les plus importants.

Elle diffuse également des produits recouvrant des spécificités correspondant aux marchés auxquels ces produits sont destinés comme la couverture des risques dommages agricoles, des collectivités et des entreprises.

De ce fait, Groupama Loire Bretagne est présente sur les marchés des particuliers, des professionnels, des entreprises, des collectivités ainsi que sur le marché agricole, son marché historique et sur lequel elle est reconnue pour son savoir-faire.

Dans un souci de répondre le plus précisément possible aux attentes de ses clients et d'assurer une compréhension technique optimale des besoins de ceux-ci, Groupama Loire Bretagne a organisé son réseau commercial par spécialité marché.

Au titre de ses activités, Groupama Loire Bretagne est régie par l'article L 771-1 du code rural et de la pêche maritime ainsi que par les dispositions du code des assurances et, sur renvoi, certaines dispositions du code de commerce.

▪ **Autorité de contrôle chargée du contrôle financier de l'entreprise**

L'entreprise Groupama Loire Bretagne est soumise au contrôle de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR) dont l'adresse est indiquée ci-dessous :

Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution

61 Rue Taitbout, 75009 Paris

▪ **Auditeur externe de l'entreprise**

Groupama Loire Bretagne a fait le choix depuis 2002 de faire appel à un collège d'auditeurs externes pour l'audit légal de ses comptes :

- Le cabinet PriceWaterhouseCoopers, dont le siège social est au 63 rue de Villiers, 92208 Neuilly sur Seine et représenté en la personne de Séverine Machtelinck,
- Le Cabinet HLP Audit, dont le siège social est 3 Chemin Pressoir Chênaie, 44186 Nantes et représenté en la personne de Estelle Le Bihan.

A.1.1.2. Description du groupe et de la place de Groupama Loire Bretagne dans le groupe

Groupama est un groupe mutualiste d'assurance, de banque et de services financiers. Acteur majeur de l'assurance en France, il est aussi présent à l'international.

Le réseau du groupe Groupama (le « Groupe ») est organisé autour d'une structure, établie sur la base des trois degrés décrits ci-après :

- Les caisses locales (les « Caisses Locales ») : elles constituent la base de l'organisation mutualiste de Groupama et permettent d'établir une véritable proximité avec les assurés. Les caisses locales se réassurent auprès des Caisses Régionales selon un mécanisme de réassurance spécifique par lequel Groupama Loire Bretagne se substitue aux caisses locales de sa circonscription pour l'exécution de leurs engagements d'assurance à l'égard des sociétaires. Le réseau Groupama compte 3000 caisses locales.

- Les Caisses Régionales : elles sont des entreprises de réassurance qui, sous le contrôle de l'organe central Groupama SA auprès duquel elles se réassurent, sont responsables de leur gestion, de leur politique tarifaire et de produits et, dans le cadre de la stratégie du Groupe, de leur politique commerciale. Le réseau Groupama compte 9 Caisses Régionales métropolitaines, 2 Caisses Régionales d'outre-mer et 2 caisses spécialisées.

- Groupama SA : l'organe central du Groupe est une société de réassurance, holding de tête du pôle capitalistique du groupe Groupama.

Groupama SA et ses filiales, qui composent le pôle capitalistique du Groupe, entretiennent avec leurs actionnaires de contrôle, les Caisses Régionales Groupama (et Groupama Loire Bretagne en particulier), qui composent le pôle mutualiste du Groupe Groupama, des relations économiques importantes et durables dans les domaines principalement :

- (i) de la réassurance par le biais d'une réassurance exclusive et dans des proportions significatives des Caisses Régionales auprès de Groupama SA qui entraîne une solidarité économique et un transfert d'une partie de l'activité dommages des Caisses Régionales vers Groupama SA ;

- (ii) des relations d'affaires entre les filiales de Groupama SA et les Caisses Régionales qui se traduisent notamment par la distribution de produits d'assurance vie, retraite, bancaires et de services du Groupe par les Caisses Régionales ;

- (iii) d'une convention portant sur les dispositifs de sécurité et de solidarité visant à garantir la sécurité de la gestion et l'équilibre financier de l'ensemble des Caisses Régionales et de Groupama SA et à organiser la solidarité.

A.1.1.3. Participations qualifiées dans l'entreprise et entreprises liées

▪ Les détenteurs de participations qualifiées dans l'entreprise

En raison de la forme juridique de Groupama Loire Bretagne, aucune personne morale ou physique ne détient de participation qualifiée dans l'entreprise.

▪ Entreprises liées significatives

Les entreprises liées sont, conformément aux articles 212 (1)(b), 13(20) et 212(2) de la directive Solvabilité 2 de 2009, soit une entreprise filiale, soit une autre entreprise dans laquelle une participation est détenue en vertu soit d'un pourcentage de détention direct ou indirect supérieur à 20%, soit de l'exercice d'une influence notable.

Au sein du groupe Groupama, les caisses locales, les caisses régionales et Groupama SA sont considérées comme étant des entreprises liées.

Les principales autres entreprises liées détenues directement sont détaillées dans le tableau ci-dessous :

Nom	Forme juridique	Pays	% de détention	% de droits de vote
Groupama Holding	SA	France	14,19 %	14,19 %
Groupama Holding 2	SA	France	6,79 %	6,79 %

A.1.2. Analyse de l'activité de Groupama Loire Bretagne

A.1.2.1. Activité par ligne d'activité importante

Groupama Loire Bretagne propose une offre complète d'assurance et de produits financiers, dont principalement:

- Automobile de tourisme ;
- Habitation ;
- Tracteurs et matériels agricoles (TMA) ;
- Dommages aux biens, Responsabilité Civile, Atmosphérique ;
- Assurance Santé, individuelle et collective ;
- Assurance vie : contrats d'épargne, de retraite et de prévoyance décès, individuels et collectifs ainsi que les rentes issues des contrats non vie ;
- Activité bancaire : crédits à la consommation, comptes bancaires ;
- Compte épargne et autres services liés ;
- Services d'investissement.

En assurance vie, Groupama Loire Bretagne a essentiellement un rôle de distributeur. Pour l'offre bancaire, Groupama Loire Bretagne agit en qualité d'intermédiaire en opérations de banques.

Groupama Loire Bretagne a une forte présence sur l'ensemble des marchés, dont notamment :

- Le marché agricole qui représente 23% du montant du portefeuille global.
- Le marché des particuliers et retraités qui représente 55% du montant du portefeuille global.
- Le marché des professionnels (artisans, commerçants et prestataires de services) qui représente 13% du montant du portefeuille global.
- Les entreprises et collectivités (coopératives et organismes professionnels agricoles, entreprises de plus de 10 salariés et collectivités locales) qui représentent 9% du montant du portefeuille global.

La correspondance entre les familles de métiers et les lignes d'activité Solvabilité 2 de Groupama Loire Bretagne est la suivante :

LOB Solvabilité 2	Famille de métiers
Assurance des frais médicaux	Santé individuelle et collective
Assurance de protection du revenu	Prévoyance individuelle et collective
Assurance de responsabilité civile automobile	Automobile de tourisme, Auto entreprises, Transport et matériel agricole
Assurance de dommage automobile	Automobile de tourisme, Auto entreprises, Transport et matériel agricole
Assurance maritime, aérienne et transport	Transport
Assurance incendie et autres dommages aux biens	Habitation, Dommages entreprises, Dommages agricoles, Dommages collectivités, Climatiques, Pro TNS
Assurance de responsabilité civile générale	Construction, Habitation, Dommages entreprises, Dommages agricoles, Dommages collectivités, Climatiques, Pro TNS
Assurance de protection juridique	Automobile de tourisme, Habitation, Dommages professionnels, Dommages agricoles, Dommages collectivités, Climatiques, Pro TNS
Assistance	Automobile de tourisme, Auto entreprises, Habitation, Prévoyance individuelle, Prévoyance collective, Santé individuelle, Santé collective
Rentes issues de l'assurance santé	Dépendance

A.1.2.2. Activité par zone géographique importante

Les activités sont principalement exercées en France.

A.1.3. Faits marquants de l'exercice

Au titre de l'exercice clos au 31/12/2017, les faits marquants sont les suivants :

- La souscription de 46,9M€ de certificats mutualistes et des rachats de 0,4M€ réalisés courant 2017. Compte tenu des montants souscrits en 2016 pour 31,5M€, l'encours total s'élève donc à 78M€.
- Le lancement des nouvelles offres Dépendance à compter de mars 2017 et Habitation courant mai 2017. Egalement en nouveauté la possibilité de souscrire la garantie décès seul dans l'offre Capital Santé
- La relance du développement sur les métiers principaux : automobile et habitation
- Tel qu'évoqué précédemment, la sinistralité de cette année est marquée par une amélioration tant en nombre qu'en valeur malgré une charge sinistre relative à la tempête Zeus pour 24,6M€
- La contribution exceptionnelle sur l'impôt sur les sociétés

A.2. Résultats de souscription

A.2.1. Performance globale de souscription

	Année N			Année N-1
	TOTAL Activités Non vie	TOTAL Activités Vie des entités Non vie	TOTAL Activités Non vie et Vie des entités Non vie	TOTAL Activités Non vie et Vie des entités Non vie
(en milliers d'euros)				
Primes émises				
<i>Brut - Affaires directes</i>	740 681	19 289	759 970	758 415
<i>Brut - Réassurance acceptée</i>	15 232		15 232	13 834
Brut	755 913	19 289	775 202	772 249
Part des réassureurs	254 348	9 818	264 166	262 418
Net	501 565	9 471	511 036	509 831
Primes acquises				
<i>Brut - Affaires directes</i>	737 956	19 268	757 224	759 936
<i>Brut - Réassurance acceptée</i>	15 232		15 232	13 834
Brut	753 188	19 268	772 456	773 770
Part des réassureurs	254 053	9 799	263 852	262 962
Net	499 135	9 469	508 604	510 808
Charge de sinistres				
<i>Brut - Affaires directes</i>	433 920	26 045	459 965	493 296
<i>Brut - Réassurance acceptée</i>	9 927		9 927	16 911
Brut	443 847	26 045	469 892	510 207
Part des réassureurs	105 670	11 607	117 277	173 461
Net	338 177	14 438	352 615	336 746
Variation des autres provisions techniques				
<i>Brut - Affaires directes</i>	-6 675	17 031	10 356	26 338
<i>Brut - Réassurance acceptée</i>	83		83	-22
Brut	-6 592	17 031	10 439	26 316
Part des réassureurs	-125	15 352	15 227	12 755
Net	-6 467	1 679	-4 788	13 561
Frais généraux	158 513	-227	158 286	159 364

- Analyse globale des dépenses et revenus de souscription

Le montant total des primes émises, affaires directes et acceptations, au 31 décembre 2017 s'élève à 775,2M€ (brut) et à 511M€ (net de réassurance), soit une progression en net de 0,24%.

Les primes acquises s'élèvent respectivement à 772,5M€ (brut) et à 508,6M€ (net de réassurance) et affichent une régression de 0,43% en net.

La charge de sinistres s'élève à 469,9M€ (brut) et à 352,6M€ (net de réassurance) soit un ratio Sinistres / primes acquises de 60,83% en Brut et de 69,33% en net de réassurance.

La variation des autres provisions techniques s'élève à -10,4M€ (brut) et à 4,7M€ (net de réassurance).

Les frais généraux s'élèvent au total à 158,2M€ soit une diminution de 0,68% par rapport à l'année précédente. Le ratio Frais généraux sur primes acquises et acceptées s'élève à 20,5%.

▪ Répartition des Activités Non-Vie et Vie

Les primes émises (brut) de Groupama Loire Bretagne se répartissent par grandes activités de la façon suivante :

- 97,5 % pour les activités Non Vie
- 2,5 % pour les activités Vie (rentes issues de l'assurance non vie)

En 2017, les activités de la Caisse/Filiale sont principalement exercées en France.

A.2.2. Résultat de souscription par ligne d'activité

en milliers d'euros	Lob 1 Médical Expenses		Lob 7 Fire & Other Damage		Lob 5 Othor Motor		Lob 4 Motor Vehicle liability		Lob 2 Income Protection		Autres Lob *		Toutes Lob	
	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016
Primes émises brutes	192 180	193 853	170 834	172 436	120 496	119 284	88 285	86 420	85 157	83 434	118 250	116 822	775 202	772 249
Primes acquises brutes	191 948	195 241	170 648	172 760	119 952	119 835	87 238	85 821	84 680	83 001	117 990	117 112	772 456	773 770
Charge des sinistres brute	136 882	136 420	88 909	95 900	73 167	73 142	50 731	88 008	50 470	35 931	69 733	80 806	469 892	510 207
Variation des autres provisions techniques	0	0	4 641	5 902	0	0	416	-227	2 404	-19	-17 900	20 660	-10 439	26 316
Dépenses engagées	36 442	38 691	40 782	40 931	25 732	26 617	19 559	19 069	15 015	11 840	20 756	22 216	158 286	159 364

Y compris acceptations

* La colonne « Autres LoB » regroupe l'ensemble des lignes d'activité 6, 8, 9, 10, 11, 12, 25, 26, 27, 28, 33, 34.

Le tableau ci-dessus présente le résultat de souscription par ligne d'activité Solvabilité 2. Il est établi à partir de l'état quantitatif S.05.01 Primes, sinistres et dépenses par ligne d'activité (cf. annexe 2). Cet état n'intègre pas les revenus financiers issus de l'activité d'assurance. La segmentation retenue par l'entreprise pour le pilotage de son activité est une segmentation « ligne métier». La correspondance entre ces deux ventilations de l'activité a été présentée dans le paragraphe A.1.2.1.

▪ Les primes émises s'élèvent au global à 775,2M€ (brut) et 511M€ (net de réassurance), soit une progression en net de 0,24%.

Les 5 lignes d'activité « Frais médicaux », « Incendie et autres dommages aux biens », et « Autre assurance des véhicules à moteur », « Responsabilité civile automobile », « Protection du revenu » sont les plus représentatives et représentent 85% des primes émises totales (brut) :

- Les lignes d'activité « Responsabilité civile automobile » et « Autre assurance des véhicules à moteur » représentent 208,7M€ de primes émises (brut) et 131,7M€ (net), soit 27% des primes émises (brut).
- Les primes émises de la ligne d'activité « Incendie et autres dommages aux biens » s'élèvent respectivement à 170,8M€ brut et 98M€ net. Cette ligne d'activité comprend notamment les métiers suivants :
 - Habitation pour un montant de 76,8M€
 - Dommages Entreprises pour un montant de 16,7M€
 - Dommages collectivités pour un montant de 7,1M€

- Dommages agricoles pour un montant de 50,8M€

- Enfin, la ligne d'activité « Frais Médicaux » se compose des activités santé individuelle et collective dont les primes émises brutes s'élèvent respectivement à 173,8M€ et 18,4M€.

Les primes acceptées représentent la part mutualisée entre les caisses régionales du groupe Groupama sur les primes non proportionnelles versées dans un pool inter-caisses, soit 15,2M€.

- Les primes acquises s'élèvent au global à 772,5M€ (brut) et 506,8M€ (net de réassurance) soit une régression en net de 0,43%.
- Les dépenses au titre des sinistres s'élèvent à 469,9M€. Le ratio charges de sinistres rapportées aux cotisations émises global s'élève à 60,62% contre 66,07% en 2016.

Cette amélioration s'explique par l'amélioration de la sinistralité en matière de dossiers importants. En 2017, 7 dossiers importants pour un montant brut de 20M€ contre 10 dossiers en 2016 pour un montant brut de 57,2M€. A cela se rajoute la tempête Zeus pour un montant avant réassurance de 24,6M€.

Deux lignes d'activité concentrent la charge de sinistres:

- Incendie et Dommages aux biens : du fait de la survenance d'événements climatiques (orages, tempêtes).
- Frais médicaux : la sinistralité représente une part un peu plus élevée en structure que son chiffre d'affaires : 29,8% contre 25,3%.

La sinistralité climatique enregistrée durant l'exercice 2017 s'élève à 27,9M€. Les événements climatiques représentent + de 4,3 points de ratio S/C.

- Les frais généraux techniques s'élèvent au total à 145,1M€ en 2017, en diminution de 4,5% par rapport à 2016. Le taux rapporté aux primes acquises est de 19,2% en année N, contre 20% pour l'exercice précédent.

Ils se décomposent en :

- 8,2 M€ de frais d'administration;
- 3,2 M€ de frais de gestion de placement ;
- 23,3 M€ de frais de gestion de sinistres ;
- 110,4 M€ de frais d'acquisition.

L'évolution des frais généraux s'explique par : une baisse des frais d'administration de 15% et de 11,4% pour les frais de gestion sinistres.

L'écart entre le montant des frais généraux présentés en §A.2.1 et le montant des frais généraux techniques est de 13,2 M€ et correspond au montant des frais généraux non techniques.

- L'entité recourt principalement à des contrats de location immobilière pour ses immeubles d'exploitation (représentant 3,6M€ de charges annuelles) et à des contrats de location de véhicules (représentant 1,1M€ de charges annuelles).
- Les variations des provisions techniques appellent quelques commentaires particuliers :
 - une augmentation de 11M€ des provisions mathématiques de rente sur la ligne d'activité « Rentes issues de l'assurance non vie santé » qui compte un capital constitutif de 7,8M€ sur une seule rente (ligne d'activité responsabilité civile automobile »)
 - Une augmentation de 7M€ de la provision pour risques croissants sur la ligne d'activité « Rentes issues de l'assurance non vie santé » liée à la mise en œuvre des nouvelles tables, actualisées dans un contexte de taux bas.

A.3. Résultats des investissements

A.3.1. Résultat des investissements par catégorie d'actifs

Le résultat des investissements s'établit à 31 866 milliers d'euros en 2017 contre 31 722 milliers d'euros en 2016. Il se détaille comme suit :

Catégorie d'actifs	31/12/2017			31/12/2016		
	Revenus nets (dividendes, loyers, coupons)	Plus ou moins- values réalisées (1)	Total	Revenus nets (dividendes, loyers, coupons)	Plus ou moins- values réalisées (1)	Total
Obligations	8 649	514	9 163	8 581	13	8 594
Actions et assimilés	7 033	13 713	20 746	6 676	16 746	23 421
Immobilier (2)	2 847	16	2 863	3 147	-305	2 841
Frais de gestion financière	-3 151	0	-3 151	-3 257	0	-3 257
Autres	2 243	3	2 246	123	0	123
Total	17 620	14 246	31 866	15 269	16 453	31 722

(1) nettes de provisions

(2) y compris immobilier d'exploitation

▪ Placements en titrisation

Groupama Loire Bretagne ne détient pas de placements en titrisation.

A.3.2. Profits et pertes directement comptabilisés en fonds propres

Il n'y a ni profit ni perte comptabilisé directement en fonds propres en normes françaises.

A.4. Résultats des autres activités

A.4.1. Produits et charges des autres activités

A.4.1.1. Autres produits techniques

Les autres produits techniques sont constitués principalement des commissions versées par Groupama Gan Vie en rémunération de l'activité de collecte de l'épargne et de prévoyance réalisée par Groupama Loire Bretagne.

D'autres commissions sont également perçues de Groupama Assurance-Crédit, Groupama Epargne Salariale, Groupama Protection Juridique, Helvetia, April et Agrica.

A.4.1.2. Autres produits et charges non techniques

Le résultat des activités non techniques est constitué principalement des produits et charges liés à l'activité d'intermédiaire en opérations bancaires de Groupama Loire Bretagne auprès de Orange Banque.

A.5. Autres informations

NA

B. SYSTEME DE GOUVERNANCE

B.1. Informations générales sur le système de gouvernance

B.1.1. Description du système de gouvernance

B.1.1.1. Au niveau entité

Groupama Loire Bretagne est une caisse d'assurances mutuelles agricoles, forme particulière de société d'assurances mutuelles régie par le Code des assurances et par l'article L. 771-1 du Code rural et de la pêche maritime et par les articles L. 322-26-4 et L. 322-27 du Code des assurances.

L'organisation de la gouvernance de la caisse régionale (regroupant sur ses 6 départements, 404 Caisses Locales et 5304 élus locaux) repose sur l'assemblée générale des sociétaires (composée des délégués des caisses locales), qui se réunit de droit une fois par an et qui élit les membres du conseil d'administration de la Caisse régionale, lequel nomme le directeur général.

La direction effective de Groupama Loire Bretagne est assurée par deux dirigeants effectifs : le directeur général et le directeur général adjoint.

B.1.1.2. Au niveau Groupe

Le Groupe présente un mode de gouvernance qui responsabilise chaque acteur au sein de l'organisation. Les sociétaires élisent leurs représentants au niveau local (plus de 36.500 élus), qui élisent eux-mêmes leurs représentants aux niveaux régional et national. Les administrateurs, qui sont des assurés des mutuelles, contrôlent l'ensemble des conseils d'administration des entités du Groupe mutualiste. Ils choisissent les responsables du management qui gèrent les activités opérationnelles. Les élus participent ainsi à toutes les instances de décisions du Groupe, qu'il s'agisse des caisses locales (3000), régionales (9 caisses régionales métropolitaines, 2 caisses régionales d'Outre-Mer et 2 caisses spécialisées) ou des instances nationales, au travers des fédérations et des conseils d'administration de Groupama SA et de ses principales filiales, directes ou indirectes.

Depuis 2003, les structures centrales de Groupama sont au nombre de trois :

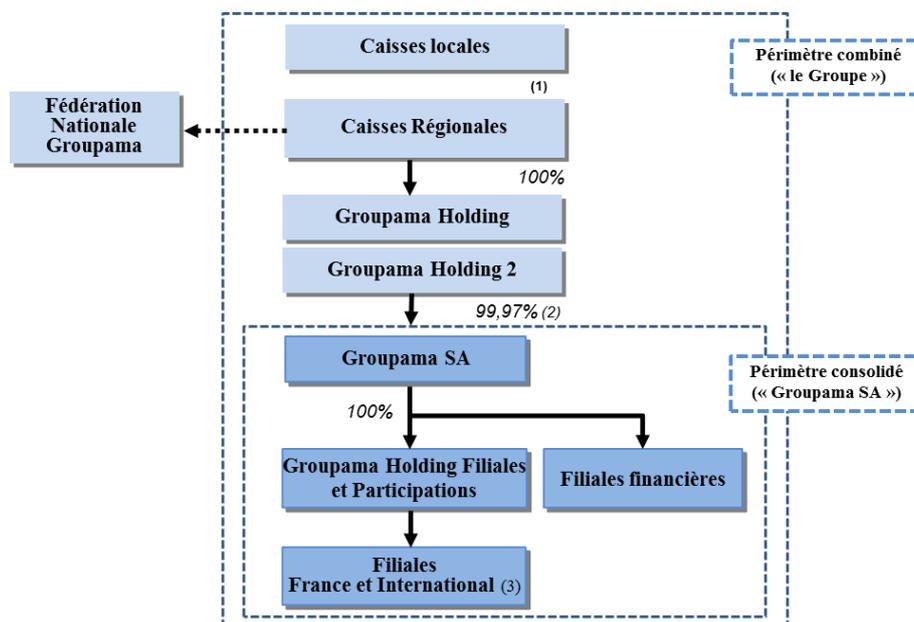
- la Fédération Nationale, dont les membres sont les caisses régionales Groupama. Ses missions consistent à définir les orientations générales du Groupe mutualiste et vérifier leur mise en application, exercer le rôle d'organisation professionnelle agricole au niveau national, et veiller au développement de la vie mutualiste au sein du Groupe ; La FNG est une association, loi 1901 ;
- Groupama Holding : cette structure intermédiaire a pour fonction d'assurer le contrôle financier de Groupama SA par les caisses régionales, en regroupant l'ensemble de leurs titres de participation.
- Groupama SA, réassureur unique des caisses régionales et holding de tête du pôle capitalistique du Groupe Groupama. Il assure le pilotage des activités opérationnelles du Groupe et des filiales et est devenu, depuis la loi du 26 juillet 2013 de séparation et de régulation des activités bancaires, l'organe central du réseau Groupama.

Pour une plus grande cohérence, ces entités disposent d'une présidence et d'une Direction Générale communes.

En sa qualité d'organe central, Groupama SA est notamment chargé de veiller à la cohésion et au bon fonctionnement des organismes du réseau, d'exercer un contrôle administratif, technique et financier sur l'organisation et la gestion des organismes du réseau, de fixer les orientations stratégiques de ce dernier, d'émettre toutes instructions utiles à cet effet et de veiller à leur application effective et, notamment, prendre toutes mesures nécessaires pour garantir la solvabilité et le respect des engagements de chacun des organismes du réseau comme de l'ensemble du Groupe.

Groupama SA, société anonyme, est détenue à 99,97 % par les caisses régionales d'Assurance et de Réassurance Mutuelles Agricoles et les caisses spécialisées (« caisses régionales ») à travers Groupama Holding et Groupama Holding 2. La partie restante de son capital social (0,026 %) est détenue par les mandataires et salariés, anciens ou actuels, de Groupama SA. Les deux sociétés

Groupama Holding et Groupama Holding 2, à statut de SA, sont entièrement détenues par les caisses régionales.



(1) Les caisses locales et les caisses régionales étant des sociétés d'assurance mutuelle, sociétés sans capital, il n'existe pas de lien capitalistique entre elles. Les caisses locales sont sociétaires d'une caisse régionale auprès de laquelle elles se réassurent.

(2) Dont 92,01% détenus par Groupama Holding et 7,96% détenu par Groupama Holding 2.

(3) Certaines filiales (y compris Groupama AVIC, Groupama Vietnam) sont détenues directement par Groupama SA

Il est précisé qu'en application de l'article 52 de la loi relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique (dite « Loi Sapin 2 »), codifié à l'article L.322-27-1 du code des assurances, la forme sociale de Groupama SA sera modifiée, en juin 2018, de société anonyme en caisse de réassurance mutuelle agricole de compétence nationale, qui est une forme particulière de société d'assurance mutuelle (SAM), à l'instar des caisses régionales. Cette opération sera précédée de la fusion absorption de GH et de GH2 par Groupama SA, opération qui conduira les caisses régionales à détenir directement des actions de Groupama SA. Enfin, le rôle d'organe politique de la Fédération Nationale sera transféré à la nouvelle caisse nationale de réassurance.

Ainsi, le conseil d'administration de chacune des caisses régionales comprend des sociétaires, élus administrateurs par les caisses locales. Le conseil d'administration de Groupama SA comprend notamment les présidents des 9 caisses régionales métropolitaines ainsi que des administrateurs indépendants.

B.1.2. Structure de l'organe d'administration, de gestion et de contrôle de Groupama Loire Bretagne

L'organe d'administration, de gestion ou de contrôle de Groupama Loire Bretagne est constitué de son Conseil d'Administration et de sa Direction Générale.

Aucun changement important du système de gouvernance n'est intervenu au cours de l'exercice 2017.

B.1.2.1. Le conseil d'administration

B.1.2.1.1. Composition

Groupama Loire Bretagne est administrée par un conseil d'administration composé de 23 membres, dont :

- 21 administrateurs nommés par l'assemblée générale des sociétaires ;
- 2 administrateurs élus par les salariés.

Ainsi, la composition du Conseil d'administration est la suivante :

NOM	PRENOM	FONCTION
BIANNIC	Louis	Administrateur
BRODIN	René	Administrateur
CHERDO	Eliane	Administrateur
COATEVAL	Bruno	Administrateur
DELHOMMEAU	Michel	Administrateur
DREVES	Yves	Administrateur (élu par les salariés)
DUPONT	Joël	Administrateur
GOUBIL	Didier	Vice-Président
GUYOMARD	Catherine	Administrateur
JARNO	Catherine	Administrateur
LE DIOURON	Jean-Yves	Vice-Président
LE GUYADER	Céline	Administrateur (élu par les salariés)
LEHUGER	Gérard	Administrateur
L'HOSTIS	Michel	Président
MERER	Suzanne	Administrateur
NEDELEC	Véronique	Administrateur
PASCO	Alain	Administrateur
RAFFRAY	Michel	Administrateur
ROBERT	Claude	Vice-président
ROPERT	Gérard	Vice-Président
SECHER	Régine	1 ^{er} Vice-Président
SECHET	Serge	Administrateur
TULOUP	Marie-Françoise	Administrateur

B.1.2.1.2. Principaux rôles et responsabilités

▪ **Attributions du conseil d'administration**

Le conseil d'administration détermine les orientations de l'activité de la caisse, veille à leur mise en œuvre et contrôle la gestion de la direction. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux assemblées de sociétaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la caisse et règle, par ses délibérations, les affaires qui la concernent. Il procède, en outre, aux vérifications et contrôles qu'il juge opportuns.

Conformément aux pratiques de gouvernement d'entreprise du Groupe, le conseil d'administration a opté pour la dissociation des fonctions de Président et de Directeur Général. Les fonctions exécutives sont donc confiées à un Directeur Général, non administrateur.

▪ **Attributions du président du conseil d'administration**

Le Président du conseil d'administration organise et dirige les travaux du conseil d'administration dont il rend compte à l'assemblée générale. Il veille au bon fonctionnement des organes de la caisse et s'assure en particulier que les administrateurs sont en mesure de remplir leur mission.

▪ **Compétences réservées du conseil d'administration**

Les statuts de la Caisse prévoient que certaines opérations soient soumises à l'autorisation préalable du conseil :

Toute convention intervenant directement ou par personne interposée entre la Caisse et l'un de ses administrateurs doit être soumise à l'autorisation préalable du Conseil d'Administration. Il en est de même des conventions auxquelles un des administrateurs est indirectement intéressé (article 24).

Sont également soumises les conventions intervenant entre la Caisse et une entreprise, si l'un des administrateurs de la Caisse est propriétaire, associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, membre de conseil de surveillance ou, de façon générale, dirigeant de cette entreprise. (Article 24)

Sont également soumises les conventions intervenant entre la Caisse et une entreprise, si un dirigeant salarié de la Caisse est propriétaire, associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, membre de conseil de surveillance ou, de façon générale, dirigeant de cette entreprise. (Article 28)

Sont également soumises à l'autorisation du conseil d'administration certaines opérations dans la mesure où elles dépassent un montant unitaire fixé par le conseil d'administration. Il s'agit :

- des opérations significatives d'investissement, se traduisant par un engagement supérieur à 1 million d'euros,
- des opérations dont le montant unitaire dépasse le seuil d'1 million d'euros :
 - Prendre ou céder toutes participations dans toutes sociétés créées ou à créer, souscrire à toute émission d'actions, de parts sociales ou d'obligations, hors activité de placement d'assurance et opérations de trésorerie,
 - Acquérir ou céder tous immeubles,
 - Consentir tous échanges, avec ou sans soulte, portant sur des biens, titres ou valeurs, hors activité de placement d'assurance et opérations de trésorerie,
 - Consentir des sûretés sur les biens sociaux, donner tous avals, cautions ou garanties.
 - Contracter tous emprunts ou consentir tous prêts, hors opérations de trésorerie réalisées avec des sociétés ayant, avec la Caisse Régionale, directement ou indirectement des liens de capital.

B.1.2.1.3. Comités rendant directement compte au Conseil d'Administration

Conformément aux dispositions des statuts, le conseil peut décider la création de comités chargés d'étudier les questions que lui-même ou son Président soumettent, pour avis, à leur examen.

Les comités du conseil d'administration n'ont pas de pouvoir propre et leurs attributions ne réduisent ni ne limitent les pouvoirs du conseil. Leur mission consiste à éclairer le conseil d'administration dans certains domaines. Il appartient à ces comités de rapporter les conclusions de leurs travaux au conseil d'administration, sous forme de procès-verbaux, de propositions, d'informations ou de recommandations.

Le conseil d'administration a décidé de créer, en son sein, un comité d'audit et des risques, un comité d'éthique et RSE, un comité des nominations et un comité des rémunérations et des indemnités.

➤ **Le comité d'Audit et des Risques**

Participants	6 Administrateurs régionaux
Rôle	Il a pour mission générale d'étudier, pour le Conseil et en vue de faciliter la préparation de ses délibérations, d'une part toutes les questions relatives aux audits, à la politique de contrôle et des risques de la Caisse Régionale, et d'autre part toutes les questions relatives aux comptes de la Caisse régionale et aux conventions susceptibles de relever de l'article R 322-57 du code des assurances.

➤ **Le comité d'éthique et RSE**

Participants	composé de 2 administrateurs régionaux et 4 administrateurs départementaux
Rôle	Il a pour mission la définition et le respect des règles régissant l'action des élus de tous les échelons dans l'exercice de leur mandat. Il est garant du respect de l'éthique mutualiste.

➤ **Le comité des nominations**

Participants	le président du Conseil d'Administration et les 6 présidents des Fédérations Départementales
Rôle	Il s'assure que le Conseil d'administration satisfait aux exigences réglementaires et à celles de l'autorité de contrôle en matière de compétence individuelle et collective, de parité hommes femmes, tout en recherchant une ouverture et un équilibre entre les professions et les catégories d'âge.

➤ **Le comité des rémunérations et des indemnités**

Participants	composé de 5 élus dont le président du Conseil d'Administration,
Rôle	Il fixe la rémunération du Directeur Général et le montant des indemnités des élus.

Outre les réunions du Conseil, il importe de noter que le contrôle interne s'exerce également par les travaux des Commissions, dont l'objectif est de préparer ou d'approfondir des dossiers avant qu'ils ne soient soumis au Conseil d'Administration :

- La Commission Action Institutionnelle : 9 administrateurs régionaux

- La Commission technique assurance : 5 administrateurs régionaux et 4 départementaux
- La Commission Qualité de Service aux Sociétaires : 5 administrateurs régionaux et 4 départementaux
- La Commission Développement : 5 administrateurs régionaux et 4 départementaux
- La Commission Prévention : 5 administrateurs régionaux et 4 départementaux
- La Commission Communication : 5 administrateurs régionaux et 4 départementaux

B.1.2.2. La Direction Générale

B.1.2.2.1. Principaux rôles et responsabilités

En application des dispositions du Code des assurances, la Direction Générale de la caisse régionale est assumée, sous le contrôle du conseil d'administration et dans le cadre des orientations arrêtées par celui-ci, par une personne physique nommée par le conseil et portant le titre de Directeur Général.

Dans ce cadre, le Directeur Général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société. Il exerce ces pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux que la loi attribue expressément à l'assemblée générale et au conseil d'administration.

Il représente la caisse régionale dans ses rapports avec les tiers.

M. Bernard VEBER a été nommé Directeur Général par le conseil d'administration de la caisse régionale en date du 04 septembre 2015.

B.1.2.2.2. Rôle des comités de Direction Générale

Le CODIR (Comité de Direction)

Dans l'animation de l'Exécutif de l'Entreprise, le **Comité de Direction** assiste le Directeur Général dans ses missions de management. Il propose et met en œuvre la stratégie adoptée par le Conseil d'administration, la Politique opérationnelle et de Risques dans le cadre des orientations définies et des directives du Directeur Général.

Participants	L'ensemble des Directeurs – Réunion bimensuelle.
Objectifs	Suivre la vie de l'entreprise (le récurrent et les projets) Fédérer l'équipe de Direction autour de positions communes Faciliter le rôle de l'équipe de Direction comme porteuse des orientations de l'Entreprise.
Rôle	Instance de partage des orientations prises au-delà des périmètres de chacun Instance de suivi de la mise en œuvre opérationnelle des dossiers afférents à la vie de l'entreprise, Instance de régulation, d'arbitrage et de validation, Instance d'information ascendante et descendante.

Le Comité des Risques

Participants	L'ensemble des Directeurs et des fonctions clés – réunions quadrimestrielles
Rôle	- Valide le niveau de risque de la Caisse - Disposer d'une vision consolidée des principaux risques de la Caisse - S'assurer du respect de ce cadre par la Caisse ; il s'agit notamment de suivre les pratiques effectivement appliquées et leur adéquation avec le cadre de gestion des risques

Le Comité des Risques Assurances

Participants	Responsable du service Etudes Techniques Assurance, Responsables régionaux commerciaux, Responsable de la fonction Souscription, Responsable de la fonction Sinistres, Responsable Marketing, Responsable de la fonction informatique fonctionnelle, Responsable du Contrôle interne. – Réunions bimensuelles.
Rôle	- Assurer le pilotage transversal de l'activité d'assurance (suivi des objectifs de développement, résultats techniques,...) - Piloter les projets concernant l'activité d'assurance (lancement de nouveaux produits, évolution de l'organisation et des outils,...) - Gérer les risques assurances de la caisse

Le Comité des Risques Financiers

Participants	Directeur général, Directeur général adjoint, Responsable fonction clé Gestion des Risques, Directeur financier, Responsable gestion financière, Responsable du service Gestion des Risques, Responsable Solvabilité – réunions trimestrielles
Rôle	- Définir le cadre de gestion des risques financiers - Veiller au respect de ce cadre de gestion, en assurant notamment le suivi des pratiques et leur adéquation - Valider le plan d'action et les orientations de la gestion financière pour l'année à venir, d'en suivre la réalisation et de valider les opérations majeures proposées

Le Comité des Risques Opérationnels

Participants	Directeur Général Adjoint, Responsable de la fonction clé gestion des risques et vérification de la conformité, Directeurs des grandes fonctions de l'entreprise, Responsable du service gestion des risques, Responsable du service contrôle interne/conformité, Responsable des affaires juridiques, Responsable de la fonction clé audit interne, Responsable SSIE, Responsable de la fonction logistique, Responsable Solvabilité 2 – réunions trimestrielles
Rôle	- Définir le cadre de gestion des risques opérationnels et de conformité de la Caisse - S'assurer du respect de ce cadre par la Caisse. Il s'agit notamment de suivre les pratiques effectivement appliquées et leur adéquation avec le cadre de gestion des risques.

B.1.2.2.3. Délégation de responsabilité

Le dispositif actuel de délégations de pouvoirs mis en place au sein de Groupama Loire Bretagne en collaboration avec la fonction conformité Groupe est organisé de la façon suivante :

- il repose sur la ligne hiérarchique ;
- il s'appuie sur un correspondant pouvoir qui a été désigné au sein du Secrétariat Général;
- les demandes de délégations de pouvoirs émanent des secteurs concernés, en fonction de leurs besoins et sont établies sur la base d'une nomenclature élaborée et contrôlée par le service affaires juridiques.

Elles relèvent de trois catégories distinctes : les délégations de pouvoirs proprement dites, les délégations de signature et, enfin, les mandats de représentation. Seule la délégation de pouvoirs en tant que telle emporte transfert de responsabilité, notamment au plan pénal.

B.1.3. Les fonctions clés

Les fonctions clés visées aux articles 268 et suivants de la directive Solvabilité 2 sont exercées en interne, par des salariés de la Caisse.

Au-delà des missions courantes exercées par les fonctions clés décrites dans la directive, les articles R.354-4 à 354-6 du code des assurances précisent, sur un certain nombre de points spécifiques, le rôle des fonctions clés vis-à-vis de la direction générale et du conseil d'administration, rappelé ci-après.

Les quatre fonctions clés sont organisées comme suit :

- Fonction clé de gestion des risques

La fonction clé de gestion des risques est exercée par le Secrétaire Général qui dispose d'une équipe dédiée.

Le responsable de la fonction clé Gestion des risques informe régulièrement la direction générale de la cartographie des risques, de leur cotation, de l'efficacité des dispositifs de prévention et de protection et de l'état d'avancement des efforts déployés pour remédier aux faiblesses détectées.

Ces éléments sont présentés au Comité des Risques. Ces éléments sont également soumis au moins annuellement au Comité d'Audit et des Risques qui rend compte au Conseil d'administration.

La fonction de gestion des risques coopère étroitement avec l'ensemble des directions de la Caisse régionale.

- Fonction clé de vérification de la conformité

La fonction clé de vérification de la conformité est exercée par le Secrétaire Général qui dispose d'une équipe dédiée.

Le responsable de la fonction clé de vérification de la conformité conseille notamment la direction générale ainsi que le conseil d'administration, sur le respect des dispositions législatives, réglementaires et administratives afférentes à l'accès aux activités de l'assurance et de la réassurance et à leur exercice (article R.354-4-1 du code des assurances).

Un plan de contrôle permanent, dans une vision transverse des processus concernés, est diligenté annuellement sur la base de la cartographie des risques. Il est réalisé par le responsable du service contrôle permanent /conformité. Ses conclusions sont présentées en Comité des risques opérationnels. Ces éléments sont également soumis au moins annuellement au Comité d'Audit et des Risques qui rend compte au Conseil d'administration.

- Fonction clé d'audit interne

La fonction clé d'audit interne est exercée par le responsable de la fonction audit interne d'une manière objective et indépendante des fonctions opérationnelles et dispose d'une équipe dédiée.

Le plan annuel d'audit est élaboré chaque année par le Responsable de la fonction clé audit interne. Il est construit à partir d'une analyse des risques de la Caisse, après consultation de la fonction gestion des risques et au vu des résultats des opérations de contrôle interne. Il est soumis pour validation au Comité de Direction et présenté en Comité des risques et au Comité d'Audit et des Risques.

Les principaux constats et recommandations des missions d'audit sont présentés au Comité de Direction puis au Comité d'Audit et des Risques qui rend compte au conseil d'administration.

La mise en œuvre des recommandations est suivie au Comité des Risques.

- Fonction clé actuarielle

La fonction clé actuarielle est exercée par le Directeur Financier de la Caisse. Cette fonction dispose de moyens dédiés.

La fonction actuarielle informe le Comité d'audit et des risques du conseil d'administration de la fiabilité et du caractère adéquat du calcul des provisions techniques prudentielles dans les conditions prévues à l'article L.322-3-2.

Le président du Comité d'audit et des risques en rend compte au Conseil d'administration.

B.1.4. Politique et pratiques de rémunération

B.1.4.1. Politique et pratiques de rémunération des membres du Conseil d'Administration

Les fonctions d'administrateur ne sont pas rémunérées. Cependant, le Conseil d'administration peut décider d'allouer aux administrateurs, ainsi qu'au Président, des indemnités compensatrices du temps passé pour l'exercice de leur fonction dans la limite fixée par l'Assemblée générale et de rembourser leurs frais de déplacement et de séjour.

B.1.4.2. Politique et pratiques de rémunération des dirigeants mandataires sociaux

En application des statuts de la caisse, la rémunération du Directeur Général est déterminée par le Conseil d'administration sur proposition du Comité des rémunérations et des indemnités. Cette rémunération se compose d'une part fixe, d'une part variable annuelle (avec des objectifs contribuant à la détermination de cette part variable), d'un régime de retraite supplémentaire et de la mise à disposition d'un véhicule de fonction.

La rémunération variable est déterminée par rapport à un montant cible à partir de critères quantitatifs basés sur la réalisation d'indicateurs de performance et de maîtrise des risques et de critères qualitatifs.

Les critères quantitatifs, qualitatifs ainsi que les montants sont définis par le comité des rémunérations et des indemnités de la caisse.

B.1.4.3. Politique et pratiques de rémunération applicables aux salariés

La rémunération des salariés est composée :

- d'une rémunération fixe ;
- d'une rémunération variable individuelle
 - pour les salariés exerçant une activité commerciale. Une attention particulière est apportée à la politique de rémunération des salariés exerçant une activité commerciale de manière à éviter la mise en place d'incitations qui pourraient entraîner des situations de conflits d'intérêts entre les collaborateurs et les clients ;
 - Pour les cadres de direction et cadres supérieurs (classe 7)
- d'une rémunération variable collective composée des dispositifs d'intéressement et de participation.

Des dispositifs collectifs de retraite supplémentaire ont été mis en place avec pour objectif de prévoir un taux de remplacement adapté à chaque catégorie de salariés : un régime de retraite à cotisations définies pour l'ensemble des salariés, et un régime de retraite à cotisations définies pour les Cadres de Direction (article 83 du code général des impôts). Il n'existe pas de régime de retraite à prestations définies pour les membres du Comité de Direction (article 39 du code général des impôts).

Les salariés ont la possibilité d'investir dans les Plans d'Épargne Entreprise (PEE) et le Plan d'Épargne Retraite Collectif (PERCO) Groupe en bénéficiant d'un abondement.

B.1.5. Transactions importantes

L'entité Groupama Loire Bretagne entretient des relations économiques importantes, structurelles et durables avec Groupama SA et ses filiales ayant pour axe central la réassurance par Groupama SA, complétée par des relations d'affaires avec les filiales dans les domaines de l'assurance, de la banque et des services.

Dans ce cadre, elle adhère à une convention portant dispositif de sécurité et de solidarité conclue entre Groupama SA et l'ensemble des Caisses Régionales, approuvée par le Conseil d'administration le 4 décembre 2015.

B.2. Exigences de compétence et honorabilité

B.2.1. Compétence

B.2.1.1. Procédure d'évaluation de la compétence des administrateurs

➤ Procédure de nomination des administrateurs

Statutairement les 21 administrateurs nommés par l'assemblée générale sont élus parmi les sociétaires ayant fait acte de candidature 8 jours au moins avant l'assemblée générale.

Dans ce cadre :

- 18 administrateurs sont proposés au vote de l'assemblée générale par le Conseil, en concertation avec les Fédérations départementales, en prenant en compte leur parcours au sein de la mutuelle et l'exercice des responsabilités exercées au sein des différents échelons de la Caisse ; locaux puis départementaux (Caisses Locales et Fédérations Départementales).

Ce mode de gouvernance est de nature à responsabiliser chaque acteur au sein de l'organisation, quel que soit l'échelon, local, départemental ou régional, auquel il se situe.

Ce parcours, conforté par une formation d'accompagnement à l'exercice graduel de responsabilités d'organe collégial à l'échelon local puis départemental permet de donner à ces 18 administrateurs et à l'ensemble qu'ils constituent, à la fois :

- une expérience commune et partagée de l'administration d'une Caisse régionale d'assurance mutuelle,

- la compétence nécessaire pour comprendre les enjeux des marchés de l'assurance et des marchés financiers, de la stratégie de l'entreprise et de son modèle économique, de son système de gouvernance, et des exigences législatives et réglementaires applicables à la Caisse régionale, appropriées à l'exercice des responsabilités dévolues au Conseil d'administration.

- 3 administrateurs sont proposés au vote de l'assemblée générale par le Conseil, sur proposition du Comité des nominations, en fonction d'expertises complémentaires à celles dont bénéficient les 18 autres administrateurs, notamment des connaissances et une expérience plus étendues dans les domaines financier, assurance, juridique, commercial, technologique etc...

Ces administrateurs ont vocation à s'intégrer à la vie mutualiste et institutionnelle de leur département, et peuvent à terme candidater au Conseil d'administration de leur Caisse locale et de leur Fédération départementale. Ce processus d'ouverture des candidatures traduit le souhait de renforcer la compétence collective du Conseil.

➤ Vérification du respect des exigences de Compétence du Conseil d'administration

La vérification du respect des exigences de compétence collective des administrateurs est effectuée, une fois par an, notamment dans le cadre de l'évaluation du mode de fonctionnement du Conseil d'administration et des comités qui recense les besoins collectifs de formation des administrateurs.

Le Comité des nominations est chargé par le Conseil d'administration de s'assurer que le Conseil d'administration satisfait aux exigences réglementaires et de l'autorité de contrôle tant en matière de compétence individuelle que collective, et dans ce cadre, notamment, de définir et d'organiser, en liaison avec le secrétariat général de la Caisse régionale, les modules de formation nécessaires.

➤ *Programmes de formation en cours de mandat*

Les administrateurs de Groupama Loire Bretagne bénéficient régulièrement d'actions de formation organisées dans le cadre des Conseils d'administration ou en dehors. Ces actions sont décidées par le Conseil d'administration, sur proposition du Comité des nominations en fonction notamment des retours du questionnaire annuel d'évaluation du Conseil d'administration et des comités de la Caisse régionale.

C'est ainsi notamment qu'une journée au minimum est consacrée annuellement à l'acquisition ou à l'entretien de connaissances en relation avec l'environnement économique, financier, réglementaire ou technologique de l'entreprise.

B.2.1.2. Procédure d'évaluation de la compétence des dirigeants effectifs

La direction des ressources humaines groupe gère une base des hauts potentiels du groupe qui recense les potentiels susceptibles d'exercer dans le futur des fonctions de dirigeant d'entreprise dans une entité du Groupe.

Le parcours professionnel des dirigeants à l'intérieur du groupe constitue par ailleurs un gage quant à l'acquisition des compétences et de l'expérience nécessaires à l'exercice d'une fonction de dirigeant.

➤ *Directeur Général*

La procédure de nomination des Directeurs généraux des Caisses régionales est encadrée par la convention portant dispositif de sécurité et de solidarité signée entre les Caisses et Groupama SA.

Lorsqu'un poste de directeur général de caisse régionale est à pourvoir, le Président de la Caisse concernée saisit le Président de Groupama SA qui saisit alors la Direction générale de Groupama SA pour saisie du Comité des carrières. Le rôle du Comité des carrières est de sélectionner un ou plusieurs candidats en s'appuyant sur les travaux du comité technique des carrières qui constitue le vivier des hauts potentiels. Les candidats à un poste de Directeur général de Caisse régionale ne sont susceptibles d'être sélectionnés qu'après examen de leur dossier accompagné d'une évaluation externe dès lors qu'ils n'occupent pas déjà une fonction de Directeur général d'une autre Caisse régionale.

Si le (ou les) candidat(s) pressenti(s) confirme(nt) son (leur) intérêt pour le poste, le dossier est transmis au Président de la Caisse régionale pour soumission de ladite (desdites) candidature(s) à son Conseil d'administration.

Il ne peut y avoir nomination d'un directeur général de caisse régionale qu'après saisie du Comité des carrières, qui s'appuie sur les travaux du Comité Technique des Carrières. Le Conseil d'administration de la Caisse régionale nomme sous sa propre responsabilité son Directeur Général, étant rappelé qu'en vertu de l'article L322-27-2 du code des assurances, la nomination des Directeurs généraux est soumise à l'approbation de Groupama SA en sa qualité d'organe central.

➤ *Directeur Général adjoint (2nd dirigeant effectif)*

Le Directeur général adjoint a suivi le parcours professionnel des dirigeants qui a consisté notamment au moment de sa première nomination à un poste de Direction en une procédure dite d'assessment (d'évaluation individuelle). Sa nomination au poste de Directeur général adjoint a également été approuvée par le comité technique des carrières.

B.2.1.3. Procédure d'évaluation de la compétence des responsables des fonctions clés

Les responsables des fonctions clés sont identifiés et désignés par le Directeur Général de Groupama Loire Bretagne qui en informe le Conseil d'administration :

- le Directeur Financier est Responsable de la fonction clé actuariat,
- le Secrétaire général, est Responsable des fonctions clé Gestion des risques et Vérification de la conformité,
- le Responsable de l'audit interne est Responsable de la fonction clé Audit interne.

Les responsables des fonctions clés sont des salariés permanents de Groupama Loire Bretagne. Ils exercent leur activité exclusivement au niveau de la Caisse régionale. Leur nomination est notifiée à l'ACPR qui dispose d'un droit d'opposition.

Ces fonctions disposent de l'autorité, des ressources et de l'expertise nécessaires et peuvent accéder sans restriction à toutes les informations pertinentes dont elles ont besoin pour exercer leurs responsabilités.

B.2.2. Honorabilité

➤ Modalités de vérification des conditions d'honorabilité

La Caisse régionale Groupama Loire Bretagne applique les mêmes exigences d'honorabilité pour les administrateurs, les dirigeants effectifs ou les responsables de fonction clé et vérifie que les conditions d'honorabilité de la personne concernée sont remplies au vu de l'absence de l'une ou l'autre des condamnations visées à l'article L.322-2 du code des assurances.

Au moment de la nomination ou du renouvellement du mandat d'un/des dirigeants effectif(s) ou d'un/des responsable(s) des fonctions clés ou du mandat d'un membre du Conseil d'administration, il est demandé systématiquement à chacun d'entre eux un extrait de casier judiciaire, afin de vérifier que celui-ci remplit les conditions d'honorabilité requises.

En cours de mandat, et au moins une fois par an, il est demandé aux dirigeants effectifs, aux responsables des fonctions clés ainsi qu'aux administrateurs, de signer une déclaration sur l'honneur d'absence de condamnation.

B.3. Système de gestion des risques, y compris l'évaluation interne des risques et de la solvabilité

B.3.1. Système de gestion des risques

B.3.1.1. Objectifs et stratégies de l'entreprise en matière de gestion des risques

Groupama Loire Bretagne s'est dotée d'un système de gestion des risques dont les principes structurants, définis par le Groupe, répondent aux exigences de Solvabilité 2. Ces principes sont exposés dans la politique de gestion des risques, tant en termes de méthodes d'identification, d'évaluation et de gestion des risques qu'en termes organisationnels. Cette politique de gestion des risques est complétée par un ensemble de politiques écrites propres à chaque type de risque et validées par les instances de Groupama Loire Bretagne.

La stratégie de gestion des risques, définie en cohérence avec la stratégie de l'entreprise, repose sur le maintien d'un profil de risque équilibré, fondé notamment sur :

- la diversification de ses risques d'une part entre les métiers d'assurance (assurances de biens et responsabilités, assurances de la personne) et d'autre part entre les marchés (particuliers, commerçants artisans, entreprises, agricole, etc.) ;
- un portefeuille d'activités composé de risques sur lesquels l'entité dispose de compétences et d'expériences solides ;
- des pratiques prudentes de souscription et de gestion du portefeuille, ainsi que de provisionnement ;
- une politique d'investissement veillant à diversifier les risques entre les classes d'actifs et à encadrer les principaux risques de concentration ;
- l'utilisation de techniques d'atténuation des risques opérationnels (dispositif de contrôle permanent, solutions de secours / plans de continuité d'activité, sécurités physiques et informatiques) ;

- un dispositif d'atténuation des risques d'assurance constitué d'une convention de réassurance interne auprès de Groupama SA portant sur l'ensemble des risques de l'entité, combinée à un programme de réassurance de Groupama SA auprès de réassureurs externes s'agissant notamment des risques à fort aléa ; ce dispositif de réassurance, qui fait l'objet d'un suivi annuel, est construit de manière à ce que la rétention de l'entité soit limitée; par ailleurs, le groupe a mis en place des protections verticales qui le protègent contre la survenance d'événements bicentennaires ;
- Groupama Loire Bretagne bénéficie également dans le cadre de la « Convention portant dispositif de solidarité et de sécurité » conclue entre les Caisses Régionales et Groupama SA d'un mécanisme de solidarité financière.

A l'actif, Groupama Loire Bretagne a notamment mis en place un dispositif de limites primaires (principales classes d'actifs) et secondaires (au sein de chaque classe d'actifs) qui a pour objectif de :

- limiter la détention des actifs risqués (actions, immobilier, crédit, etc.) ;
- définir une détention minimale de trésorerie ;
- éviter les concentrations (émetteurs, secteurs, pays ...) au sein des actions et des obligations.

Ce dispositif de limites a été défini par le groupe puis décliné au sein de Groupama Loire Bretagne. Il prend en compte sa capacité de résistance à des chocs simultanés sur les actifs.

Au passif, en complément du dispositif de réassurance (*dixit ci-dessus*), le risque propre à chacune des lignes métier est intégré en définissant, dans le cadre de la planification stratégique et opérationnelle de l'entreprise, un ratio Sinistres à Cotisations (S/C) cible par ligne métier qui prend en compte un niveau minimal de rentabilité des capitaux réglementaires (SCR technique en vision groupe) nécessaires au métier. Cette démarche initiée au niveau groupe a été appliquée à Groupama Loire Bretagne.

S'agissant des risques opérationnels, la démarche est fondée sur une approche par les processus. Cette démarche conduit à déterminer les risques opérationnels susceptibles d'affecter les processus, à les identifier et à mettre en œuvre les éléments de contrôle et de maîtrise des risques correspondants. Le dispositif, décliné sur l'ensemble des processus, s'appuie sur le déploiement de contrôles permanents. L'outil communautaire de gestion des risques opérationnels (Orop) permet entre autres le suivi des résultats des contrôles, l'enregistrement des incidents et le suivi des recommandations d'audit.

B.3.1.2. Identification, évaluation et suivi des risques

Le dispositif de gestion des risques s'appuie sur des processus efficaces pour déceler, mesurer, contrôler, gérer et déclarer, en permanence, l'ensemble des risques, au niveau individuel et agrégé auxquels l'entité est ou pourrait être exposée.

Groupama Loire Bretagne a réalisé et revoit annuellement une cartographie de ses risques sur la base des nomenclatures, définies en cohérence avec les normes Groupe, par grands domaines de risques (opérationnels, assurance, financiers, etc.). Ces nomenclatures s'appuient sur la classification des risques pris en compte dans le calcul réglementaire solvabilité 2 complétée des risques - quantifiables ou non - qui ne figurent pas dans ce calcul réglementaire. Des catégories de risques homogènes sont définies et les types de risques sont déclinés à une maille plus fine en fonction de leur manifestation.

B.3.1.3. Gouvernance interne et lignes de reporting

En matière d'organisation et de gouvernance, les rôles et responsabilités des organes d'administration, de Direction Générale, des fonctions clés et les directions opérationnelles ou supports intervenant dans la gestion des risques sont précisés dans les politiques de risques.

Le pilotage du dispositif de suivi des risques est assuré par des comités spécialisés par famille de risques et, au niveau de la Direction Générale par le Comité des Risques (*voir chapitre B.1.2.2.2 pour détail*).

Le dispositif de gestion des risques tel que présenté ci-dessus comprend un réseau de reporting et de communication permettant la remontée rapide vers le management des informations sur les risques. Les reportings sont commentés lors des comités de risques spécialisés avant d'être présentés au comité des risques de Groupama Loire Bretagne. Plus particulièrement sur les risques financiers, les expositions aux différents risques ainsi que les marges de manœuvre ou les dépassements issus de l'application des limites primaires et secondaires sont examinés et font l'objet d'un échange trimestriellement entre les directions Finances et Risques de Groupama Loire Bretagne et du groupe.

L'évaluation interne des risques et de la solvabilité (*chapitre B.3.2.*) réalisée par Groupama Loire Bretagne conformément à la réglementation, est communiquée aux instances de gouvernance de Groupama Loire Bretagne.

B.3.2. Évaluation interne des risques et de la solvabilité

L'objectif de l'évaluation interne des risques et de la solvabilité (dénommée ci-après « ORSA » acronyme de Own Risks and Solvency Assessment) est :

- d'analyser et d'évaluer l'ensemble des risques et la situation de solvabilité à court et moyen terme (horizon déterminé par la Planification Stratégique Opérationnelle - PSO) ;
- d'identifier les ressources nécessaires pour faire face à ces risques.

B.3.2.1. Organisation générale des travaux ORSA

Groupama Loire Bretagne a élaboré, en cohérence avec la politique Groupe, une politique définissant ses principes en termes d'ORSA. Cette politique ORSA précise notamment le contenu du dossier annuel ORSA qui se compose a minima des éléments suivants :

- l'évaluation des risques auxquels l'entité est ou pourrait être confrontée ;
- l'analyse de l'écart entre le profil de risque de l'entité et les hypothèses sous-jacentes au calcul des exigences réglementaires de l'entité selon la formule standard ;
- l'évaluation du respect permanent de l'entité aux exigences réglementaires en termes de solvabilité et de provisions techniques, à horizon du plan d'affaires ;
- l'évaluation de la situation de solvabilité dans des situations adverses ;
- l'évaluation du besoin global de solvabilité, à savoir l'ensemble des moyens nécessaires à l'entité pour faire face à ses risques et se développer conformément à son plan stratégique et aux marges de sécurité souhaitées par le management au regard de sa tolérance au risque.

B.3.2.1.1. Organisation des travaux ORSA

B.3.2.1.1.1. Principes et règles de délégation

En tant qu'organe central, Groupama SA est en charge de la politique ORSA du Groupe et des orientations des travaux ORSA du Groupe et des entités.

Dans ce cadre, Groupama SA :

- fixe le cadre d'élaboration des travaux ORSA ;
- organise le processus au sein de Groupama SA en lien avec les entités ;
- définit les normes et méthodologies de l'ensemble des travaux ;
- prédéfinit les périmètres analysés et les hypothèses qui seront retenues pour les travaux ORSA des entités (situations adverses, calibrages des scénarios, horizon de calcul..).

Par ailleurs, dans la mesure où les calculs relatifs à la solvabilité mettent en jeu l'ensemble des entités du Groupe (calcul de la valorisation des participations intra Groupe,...) la Direction Financière Groupe réalise un certain nombre de travaux quantitatifs dans le cadre de l'ORSA, qu'elle soumet aux entités et qui comprennent pour les différentes situations retenues (situation centrale, situations stressées, situations prospectives) :

- les éléments bilanciaux dans l'environnement Solvabilité 2 (formation des éléments disponibles, calculs des écrêtements, calcul de la valeur de portefeuille s'agissant des activités Vie..) ;
- les exigences en capital par module et sous module de risque.

La Direction Risques Groupe :

- fournit aux entités un cadre structurant d'analyse des risques ;
- échange avec les entités sur la définition des scénarios adverses ;
- met à leur disposition des analyses, des supports « type » et des documents adaptés à leurs particularités, pour faciliter la réalisation de leurs travaux ORSA ;
- accompagne les entités dans la réalisation de leur dossier ORSA.

B.3.2.1.1.2. Périmètre de responsabilité des entités

Groupama Loire Bretagne met en œuvre les dispositifs nécessaires au respect de sa politique ORSA conformément aux standards du Groupe.

Elle est responsable de l'implémentation du processus ORSA, de la validation du rapport par ses instances et de la mise en place des actions qui découleraient des conclusions du rapport.

B.3.2.1.2. Rôle et responsabilités des fonctions clés et directions opérationnelles des entités

B.3.2.1.2.1. Périmètre de responsabilité des fonctions clés

- La fonction gestion des risques est responsable :
 - de la coordination et de la déclinaison des travaux ORSA ;
 - du « cycle de vie » du processus ORSA en veillant à ce que le lien soit fait avec les autres processus impliquant les risques et la solvabilité et notamment les activités de gestion du capital décrites en section E ;
 - de la rédaction du rapport ORSA ;
 - de son approbation par les instances.
- La fonction vérification de la conformité veille à ce que les risques de non-conformité soient pris en compte dans la démarche ORSA ;
- la fonction actuarielle veille au respect des standards actuariels du groupe dans ces travaux.
- La fonction audit interne formule les recommandations et s'assurer de leur mise en œuvre.

B.3.2.1.2.2. Périmètre de responsabilité des autres directions opérationnelles

Les autres Directions de l'entité sont sollicitées selon la nature des travaux, et notamment sur :

- la revue de cohérence des éléments de solvabilité produits par Groupama SA pour les différentes situations retenues pour l'ORSA (situation centrale, situations stressées, situations prospectives) ;
- la bonne prise en compte de tous les éléments du business plan établi par l'entité dans les calculs prospectifs ORSA et des risques associés ;
- l'intégration des travaux ORSA dans le processus de planification stratégique ;
- la participation à la détermination des scénarios adverses de risques à partir des cadrages méthodologiques fournis ainsi que l'analyse et l'évaluation des risques dont elles sont propriétaires.

B.3.2.1.3. Organes d'administration, de direction et comités spécialisés

- Le Comité des Risques valide l'ensemble des travaux ORSA avant examen par le Comité d'audit et des risques ainsi que les plans d'actions qui seraient nécessaires au regard du niveau de solvabilité de l'entité.
- Le Comité d'audit et des risques suit la mise en œuvre de la démarche ORSA, donne un avis sur les principes et hypothèses retenus pour les travaux ORSA et examine les rapports ORSA de l'entité.
- Le Conseil d'administration valide les principes et hypothèses retenus pour les travaux ORSA, et approuve les rapports ORSA.

B.3.2.2. Méthodologie d'évaluation des risques et de la solvabilité actuelle et prospective

Conformément à la directive et aux exigences réglementaires de l'ORSA et aux orientations Groupe, l'entité, réalise ses travaux comme suit avec l'aide de Groupama SA :

- Analyse et évaluation du profil de risques ;
- Détermination des fonds propres éligibles en vision prospective et/ou en situation adverse ;
- Calcul des exigences de capital réglementaire actuelles et prospectives (horizon de la PSO) ;
- Identification des dispositifs d'atténuation des risques existants ou devant être mis en place.

B.3.2.3 Fréquence de réalisation des travaux ORSA et calendrier de son exécution

Le processus d'évaluation interne des risques et de la solvabilité est réalisé au moins annuellement. Les travaux sont exécutés au cours du premier semestre de l'année.

Un processus d'évaluation interne des risques et de la solvabilité peut également être déclenché en cas de changement significatif du profil de risque dans les conditions prévues ci-après. Les principes inhérents à ce processus ad hoc sont similaires à ceux utilisés pour le processus annuel et les éléments entrant dans les calculs sont de même nature.

B.4. Système de contrôle interne

B.4.1. Description du système de contrôle interne

La mise en place d'un dispositif complet et efficace de contrôle interne constitue pour Groupama Loire Bretagne un objectif prioritaire pour renforcer la sécurité des opérations et la maîtrise du résultat et satisfaire les obligations réglementaires.

Le contrôle interne de l'entité Groupama Loire Bretagne s'inscrit dans le cadre du contrôle interne Groupe dont l'organisation et les principes sont définis dans la politique de contrôle interne et des politiques connexes.

Le dispositif de contrôle interne de l'entité se décompose en :

- Un environnement constituant le cadre général permettant à l'entité de gérer ses risques et définir ses mesures de contrôle ;
- Un ensemble d'outils et procédures relatifs à l'identification, à l'évaluation et au contrôle des risques, et un ensemble organisé de procédures, de reporting visant à permettre à la Direction Générale de l'entité de connaître en permanence l'évolution de l'exposition aux risques et l'efficacité des mesures de contrôle en place.

Ainsi à l'instar du modèle Groupe, l'entité tient régulièrement des comités de risques spécialisés et renforce le niveau de maturité des fonctions clés.

B.4.2. Mise en œuvre de la fonction de vérification de la conformité

Il est de la responsabilité de la Direction Risques et Conformité (DRCG) de fixer le périmètre couvert par la conformité dans le Groupe. C'est à l'intérieur de ce périmètre et sur l'intégralité de ce dernier que la Fonction Vérification de la Conformité de Groupama Loire Bretagne mène ses travaux de conformité. En outre, la DRCG fait bénéficier aux entités de la veille réglementaire réalisée au niveau du Groupe.

La DRCG, en tant que Fonction Vérification de la Conformité Groupe pose un second regard sur la réalisation et l'efficacité des contrôles mis en place localement sachant que les contrôles de 2^{ème} niveau sont de la responsabilité des équipes de contrôle permanent de chaque entité. A cet effet, la DRCG revoit les reportings et tableaux de pilotages construits par la Fonction Vérification de la Conformité de la Caisse.

Au niveau de Groupama Loire Bretagne, la Fonction Vérification de la Conformité est exercée par le Service Contrôle Permanent au sein du Secrétariat Général. Celui-ci interagit avec la DRCG qui assume la Fonction Vérification de la Conformité au niveau du Groupe.

Au sein du dispositif de Contrôle Permanent, la fonction de Vérification de la Conformité doit :

- S'assurer de la conformité de l'entreprise à la réglementation et aux stratégies, politiques processus et procédures de reporting internes,
- Identifier, évaluer, superviser et suivre l'exposition au risque de non-conformité de l'entreprise,
- Assurer pour le compte du Conseil d'Administration ou du Comité de Direction Générale la veille relative aux réglementations applicables à l'entreprise. Cette veille est déléguée à la Direction Juridique Groupe,
- Identifier les impacts potentiels pour l'entreprise en cas de changement de la réglementation et suivre les principaux cas de jurisprudence,
- Evaluer la pertinence des guides et procédures mises en place au sein de l'entreprise, suivre les déficiences identifiées et faire des propositions d'amélioration.

En matière de conformité, il est du ressort de la Fonction Vérification de la Conformité de mettre en place un dispositif de suivi de conformité documenté et approprié aux activités. Ce dispositif doit répondre aux standards minimum du Groupe en la matière et comporter les ressources suffisantes en nombre et en profils.

Il comprend notamment :

- La mise en place et l'animation d'un réseau de correspondants conformité assurant la veille réglementaire ;
- La mise en place d'alertes des comités spécialisés et de la Direction Générale sur les évolutions marquantes pour la Caisse (ex. jurisprudence défavorable).

Ce dispositif est revu annuellement par le Comité des Risques.

B.5. Fonction d'audit interne

B.5.1. Principes d'intervention de la fonction audit interne

➤ *Le plan de mission de l'audit*

Le plan annuel d'audit est élaboré à partir d'entretiens avec les principaux propriétaires de risques visant à identifier leurs sujets de préoccupation et attentes, et d'une analyse de la cartographie des risques groupe en lien avec la Gestion des Risques et le Contrôle permanent /Conformité, de l'évolution de l'environnement ou de l'actualité et des demandes de la Direction Générale et des échanges avec le Comité d'audit et des risques, et en tenant compte des objectifs d'audits transverses définis au niveau du groupe.

Il est soumis pour validation au Directeur général et Comité de Direction et présenté en Comité des risques et au Comité d'audit et des risques, qui rend compte, par son président, au conseil d'administration.

➤ ***Lancement d'une mission***

- La Direction Générale peut seule décider du lancement effectif d'une mission. Elle dispose de la prérogative de modifier le plan de mission et de lancer une mission non prévue dans le plan annuel.
- L'Audit interne, de sa propre initiative ou sur demande d'un dirigeant, peut suggérer à la Direction Générale le lancement d'une mission non prévue dans le plan initial.
- Toute mission est précédée de l'envoi d'une lettre de mission signée par le Directeur Général à l'attention des Directeurs/Responsables des entités auditées.

➤ ***La conduite d'une mission***

- La responsabilité de définir les modalités d'intervention et la conduite des missions au regard du sujet traité relève du Responsable de l'audit interne, sous réserve du contrôle de la Direction Générale, dans le respect du cadre déontologique et des lois et règlements et en tenant compte des contraintes réelles des audités.
- Il peut ainsi sur demande adressée aux hiérarchies s'entretenir directement avec l'ensemble des membres du personnel.
- L'Audit interne a librement accès à tous les documents nécessaires à l'exécution de sa mission. Ces informations doivent lui être communiquées dans des délais à la fois raisonnables et compatibles avec la bonne exécution de sa mission. La confidentialité des données ou le secret bancaire ne peuvent être opposés aux auditeurs. En cas d'obstruction, la Direction Générale serait alertée.
- Dans la mesure du possible, des points d'étape sont organisés avec le responsable ou la direction de l'entité auditée afin de partager, au fil de la mission, les observations significatives.

➤ ***Les conclusions d'une mission d'audit***

- Avant diffusion du rapport, les audités reçoivent une communication du projet de rapport d'audit, qui leur ouvre droit de réponse dans le cadre d'une procédure contradictoire.
- L'Audit interne définit avec les audités un délai de réponse raisonnable et, après analyse de ces réponses, amende s'il le juge opportun, le rapport d'audit avec les remarques des audités.

La mission d'audit se conclut par l'émission d'un rapport définitif destiné à la Direction Générale (et aux membres du Comité de Direction Générale responsables des pôles concernés). Ce rapport ne peut être diffusé à des tiers.

- Une note de synthèse et de suivi des recommandations est préparée pour être présentée au Comité de Direction.
- Une synthèse des conclusions et des recommandations peut être présentée au Comité d'audit et des risques à la demande de celui-ci ou sur proposition du Responsable de l'audit sur les audits majeurs.

➤ ***Les recommandations***

- Les conclusions de l'audit s'accompagnent de recommandations à mettre en œuvre par l'entité auditée afin de se mettre en conformité, de mettre en œuvre des axes de progrès en termes de performance durable, ou de réduire les éventuels risques identifiés lors de l'audit.
- Ces recommandations sont discutées et validées après débat contradictoire entre l'Audit interne, la direction auditée, la Direction Générale
- Elles sont catégorisées en fonction de leur priorité et comportent des échéances de mise en œuvre.

➤ *Le suivi des recommandations*

- L'audit interne applique un processus de suivi d'avancement des recommandations d'audit avec des points d'échanges et de reportings avec les audités et la direction auditée.
- Un reporting semestriel synthétique est présenté à la direction Générale concernant la mise en œuvre des recommandations en mettant en évidence les recommandations critiques en difficultés d'avancement.
- Un reporting synthétique est présenté à chaque Comité des Risques Opérationnels (qui reporte au Comité des Risques) et au Comité d'audit et des risques au moins une fois par an.

Lorsque des retards importants sont constatés, une réunion est organisée avec le directeur de l'entité auditée pour en comprendre les raisons et étudier des solutions et, en cas de progrès insuffisants, le Responsable de l'audit interne alerte la Direction Générale de la Caisse.

B.5.2. Principes d'exercice de la fonction audit interne

D'une manière générale l'audit interne de la Caisse applique un code de conduite conforme au code de déontologie de l'IFACI. Ce code est exposé au sein de la charte d'audit interne de la Caisse.

➤ *Indépendance et secret professionnel*

- L'audit interne n'assume aucune responsabilité directe, ni aucun pouvoir sur les activités revues.
- L'audit interne est rattaché au Directeur Général garant de l'indépendance des fonctions placées sous sa responsabilité.
- Tous les auditeurs sont astreints au secret professionnel sur les renseignements qu'ils collectent à l'occasion de leurs missions ainsi que sur leurs conclusions.

➤ *Prévention des conflits d'intérêts*

- La responsabilité de l'audit peut être cumulée avec d'autres fonctions dans le respect des conditions posées par l'article 271 du règlement délégué (UE) 2015/35.
- Les auditeurs ne peuvent ni faire l'objet ni accepter de discuter d'offre d'emploi émanant des entités auditées pendant le déroulement d'une mission.
- Un auditeur recruté en interne ne pourra être affecté à une mission d'audit de sa mission précédente avant une période intérimaire d'un an.

➤ *Obligation d'alerte*

La communication doit être fluide et tout événement grave doit être porté rapidement à la connaissance du responsable de l'audit interne qui en rapporte au directeur général de l'entité.

B.6. La fonction actuarielle

B.6.1. Provisionnement

Le cadre général de valorisation des provisions selon le référentiel Solvabilité II est défini par le Groupe et les calculs réalisés par Groupama Loire Bretagne font l'objet d'un contrôle de second niveau exercé par la fonction actuarielle Groupe.

La fonction actuarielle de Groupama Loire Bretagne veille à établir et à mettre à jour la cartographie des données et systèmes d'information utilisés dans le cadre du provisionnement, ainsi que la description des processus de collecte des données et de réalisation des calculs. Elle vérifie que les contrôles clés sur les données ont été effectués préalablement à la réalisation des calculs :

réconciliation comptable, exhaustivité des portefeuilles modélisés, cohérence avec les données des exercices antérieurs, etc.

L'intégralité des provisions techniques présentes dans les comptes sociaux fait l'objet d'une évaluation sous le référentiel Solvabilité II. La fonction actuarielle de Groupama Loire Bretagne s'assure que les méthodologies utilisées sont justifiées et documentées, que la segmentation des risques est conforme à Solvabilité II et que les approches retenues sont proportionnées à la matérialité, à la nature et à la complexité des risques.

Sur les périmètres autorisant la mise en œuvre d'approches actuarielles par des modèles de projection des flux futurs, les calculs donnent lieu à une évaluation de l'incertitude liée aux estimations au travers d'analyses de sensibilité aux hypothèses clés de la modélisation et, en non-vie, au travers d'une approche probabiliste de la distribution des provisions de sinistres.

Sur les périmètres où de telles approches ne donneraient pas un résultat fiable (taille insuffisante des portefeuilles, données historiques comportant un aléa trop important, etc.), la fonction actuarielle s'assure que les approximations utilisées sont acceptables.

Le processus de provisionnement inclut l'analyse des changements de modèle d'une année sur l'autre, l'analyse des écarts d'expérience et l'impact de la mise à jour des données.

Les principaux résultats et conclusions tirés de ces travaux sont intégrés au rapport que la fonction actuarielle de Groupama Loire Bretagne établit et présente annuellement au conseil d'administration.

B.6.2. Souscription

La fonction actuarielle de Groupama Loire Bretagne analyse les processus de lancement de nouveaux produits, de détermination des évolutions tarifaires et de surveillance du portefeuille. Elle s'assure en particulier que les évolutions tarifaires prennent en compte l'évolution des risques sous-jacents et que les écarts éventuels avec les préconisations techniques sont identifiés et font l'objet d'actions correctrices. Les principales conclusions tirées de ces travaux sont intégrées au rapport qu'elle présente annuellement au conseil d'administration.

B.6.3. Réassurance

En application de dispositions réglementaires et statutaires, Groupama SA est le réassureur exclusif des Caisses régionales. Cette exclusivité est liée à la solidarité économique et à la mutualisation géographique des risques entre Caisses régionales, qui fonde l'organisation du Groupe. Elle est inscrite dans la durée et se traduit par la cession d'une proportion substantielle des risques d'assurance de dommages des Caisses régionales vers Groupama SA. La fonction actuarielle de Groupama Loire Bretagne analyse les évolutions de cette réassurance interne afin d'en appréhender les impacts sur son résultat, en particulier dans le cadre de scénarii adverses tels que ceux présentés dans le rapport ORSA et ceux mis en œuvre dans le cadre de la formule standard. Les principales conclusions tirées de ces travaux sont intégrées au rapport qu'elle présente annuellement au conseil d'administration.

B.7. Sous-traitance

B.7.1. Objectifs de la politique de sous-traitance

Conformément à la politique de sous-traitance Groupe, la politique de Groupama Loire Bretagne en matière de sous-traitance des activités ou fonctions opérationnelles, notamment celles qualifiées d'importantes ou critiques, a pour objet de préciser les règles et modalités d'application en matière de mise en place, maîtrise, suivi et contrôle des prestations sous-traitées, en tenant compte de l'enjeu propre à chaque prestation (volumes, risques).

B.7.2. Prestataires importants ou critiques internes

Nom du prestataire	Pays	Description de l'activité déléguée:
Groupama Supports et Services	France	Prestations informatiques: Editique,gestion archives et courrier,exploitation,maintenance, réseau Plan de secours informatique ,bureautique ,SVP...
Groupama Asset Management	France	Gestion sous-mandat de portefeuilles d'actifs cotés
CIGAC	France	Gestion du risque APC(fabrication des contrats, émission de cotisations, gestion des prestations et recours associés).
MUTUAIDE	France	- Assistance automobile - Assistance aux personnes en déplacement - Assistance santé - Assistance habitation - Services à la personne - Re routage d'appels

B.7.3. Prestataires importants ou critiques externes

Aucun prestataire externe étant jugé important ou critique, Groupama Loire Bretagne n'a actuellement mis en place aucune délégation répondant aux critères d'importance ou de criticité de la politique de sous-traitance.

B.8. Autres informations

NA

C. PROFIL DE RISQUE

C.1. Risque de souscription

C.1.1. Exposition au risque de souscription

C.1.1.1. Mesures d'identification et d'évaluation des risques

L'identification et l'évaluation des risques de souscription s'inscrivent dans le dispositif de gestion des risques décrit dans la section B.3.1.

Les risques de souscription relèvent des catégories suivantes conformes à la classification Solvabilité 2 :

- Risques de souscription vie (ou assimilables à la vie) :
 - Risque de mortalité : Risque d'augmentation des provisions techniques dû à une augmentation du taux de mortalité.
 - Risque de longévité : Risque d'augmentation des provisions techniques dû à une baisse du taux de mortalité.
 - Risque d'invalidité : Risque d'augmentation des provisions techniques dû à une détérioration de l'état de santé des assurés.
 - Risque de rachats : Risque engendré par la variation des taux de rachat, de résiliation, de réduction.
 - Risque de frais : Risque engendré par la variation des frais de gestion des contrats d'assurance.
 - Risque de révision : Risque engendré par la révision du montant des rentes.
 - Risque catastrophe : Risque engendré par les événements extrêmes qui ne sont pas appréhendés dans les sous risques précédents.
- Risques de souscription non vie (ou assimilables à la non vie) :
 - Risque de primes correspondant au risque que les montants des charges (sinistres et frais) liées aux sinistres qui surviendront dans le futur soient plus élevés que cela n'avait été anticipé dans les tarifs.
 - Risque de réserve correspondant à la survenance d'une réévaluation à la hausse du montant des provisions de sinistres ou d'un changement défavorable entre le montant réel des règlements de sinistres et l'estimation qui peut en être faite dans les provisions.
 - Risque catastrophe correspondant aux événements extrêmes ou exceptionnels, qui ne sont pas appréhendés par le risque de primes.
 - Risque de rachats sur les contrats Non Vie intégrant une clause de reconduction annuelle et unilatérale pour l'assuré ou une option permettant de terminer le contrat avant la fin prévue.

Pour chaque catégorie de risques cités ci-avant, le ou les principaux risques sont identifiés.

L'évaluation des risques quantifiables ainsi identifiés est effectuée selon la méthodologie qui s'appuie sur une approche multiple (les calculs de la formule standard mesurent la perte correspondant à la survenance des risques avec une probabilité de 1/200 ans, simulation de situations adverses élaborées pour les risques *a priori* les plus importants, analyses diverses ou à dire d'experts, etc.).

C.1.1.2. Description des risques importants

Compte tenu de son activité et de son positionnement sur le marché, l'entité est essentiellement exposée aux risques de primes, aux risques de réserves et au risque de catastrophes.

S'agissant des risques de primes, il convient de rappeler que l'activité Non Vie évolue selon des cycles dont la durée est variable. Ces cycles peuvent être caractérisés par la survenance d'événements de fréquences ou d'intensités inhabituelles ou être impactés par la conjoncture économique générale et

conduire à l'alternance de périodes de maintiens tarifaires ou au contraire de hausses tarifaires. Le profil de risques de l'entité peut être appréhendé à travers ses engagements de primes tels que présentés en annexe 2.

En ce qui concerne le risque de réserve, rappelons que Groupama Loire Bretagne constitue, conformément aux pratiques du secteur et aux obligations comptables et réglementaires en vigueur, des réserves tant au titre des réclamations que des charges qui sont liées au règlement des réclamations, pour les branches qu'elle assure. Les principes et règles de constitution de ces réserves sont présentées au §D.2. Les provisions best estimate de sinistres correspondent à une estimation du montant des sinistres, à une date donnée, établie en fonction de techniques de projection actuarielle. Les réserves pour sinistres sont toutefois sujettes à modification en raison du nombre de variables qui influencent le coût final des réclamations. Celles-ci peuvent être de natures diverses telles que l'évolution intrinsèque des sinistres, les modifications réglementaires, les tendances jurisprudentielles, les écarts inhérents au décalage entre la survenance du dommage, la déclaration de sinistre et le règlement final des frais engagés dans la résolution de sinistres.

Les engagements de l'entité en termes de provision sont détaillés en annexes 3 et 4.

Enfin, l'entité est exposée à des risques dits de catastrophes : les multiplications d'événements climatiques, au niveau mondial, ainsi que d'autres risques, comme les actes de terrorisme, les explosions, l'apparition et le développement de pandémies ou les conséquences du réchauffement climatique pourraient, outre les dégâts et impacts immédiats qu'ils occasionnent, avoir des conséquences importantes sur les activités et les résultats actuels et à venir des assureurs.

Compte tenu de sa clientèle historique et de son positionnement sur le marché, l'entité est notamment exposée aux événements climatiques qui pourraient survenir sur son territoire.

L'entité ne vend ni ne redonne les sûretés au sens de l'article 214 du règlement délégué 2015/35.

Au cours de l'exercice 2017, l'entité n'a pas connu d'évolution majeure de son profil de risque.

C.1.2. Concentration du risque de souscription

Si les risques de primes et réserves constituent les risques d'assurance les plus importants pour l'entité, ils bénéficient d'une diversification importante entre les LOB (Line Of Business).

Le maintien d'un profil de risque équilibré constitue une composante essentielle de la stratégie de gestion des risques de l'entreprise (*cf. B.3.1.1*), qui s'appuie notamment :

- sur la diversification de ses risques d'une part entre les métiers d'assurance et d'autre part entre les marchés (particuliers, commerçants artisans, entreprises, agricole, ..);
- sur des pratiques prudentes de souscription, gestion du portefeuille et de provisionnement, qui seront développées à la section suivante.

Le risque de se trouver confronté, lors d'un sinistre, à une concentration de risques et donc à un cumul des indemnités à payer, reste néanmoins une préoccupation majeure de l'entité.

Les procédures d'identification de risques de cumuls et le dispositif de maîtrise et d'atténuation sont définis dans la politique de souscription qui est présentée dans la section suivante.

Les couvertures de réassurance sont déterminées au regard de ces expositions et protègent l'entité contre les risques de concentration. Ces protections sont détaillées ci-après.

C.1.3. Techniques d'atténuation du risque de souscription

Le dispositif d'atténuation des risques d'assurance de l'entité se compose :

- d'un ensemble de principes et de règles en termes de souscription et de provisionnement
- d'un dispositif de réassurance.

C.1.3.1. La politique de souscription et de provisionnement

Les principes de gestion des risques de souscription sont formalisés dans la politique de Souscription et Provisionnement de l'entité approuvée par le conseil d'administration de Groupama Loire Bretagne.

Elle précise notamment par domaine d'assurance, et conformément à la politique Groupe :

- les règles de souscription, les limites de garanties et les exclusions fixées dans le respect des traités de réassurance,
- le suivi du portefeuille et de l'adéquation des niveaux tarifaires,
- les actions de prévention,
- les règles de gestion des sinistres,
- les normes de provisionnement.

Les délégations de pouvoir en souscription sont définies au sein de l'entité. Les risques sont acceptés ou refusés à chaque niveau de délégation en se fondant sur les guides de souscription, qui intègrent les règles techniques et commerciales du Groupe. L'activité de souscription est notamment sécurisée par une procédure de contrôle croisé entre gestionnaires et par un contrôle intégré exercé de façon implicite par le système informatique.

Enfin, l'identification, l'évaluation, le suivi régulier et la définition des plans d'actions relatifs aux risques majeurs complètent ce dispositif de maîtrise des risques assurance.

✓ Règles de souscription, limites de garanties et exclusions

Les conditions de souscription, qui comprennent la définition des limites de garanties, les exclusions et les modalités de co-souscription, sont clairement définies à chaque conception de produit ou évolution significative de produit existant dans le cadre du processus type conduit par le Groupe.

Par ailleurs, en cours de vie du produit, ces conditions sont régulièrement revues par les Directions Métiers de Groupama SA pour tenir compte de l'évolution de l'environnement et des expositions du Groupe et de l'entité. Un processus similaire peut être conduit localement au sein des filiales France s'agissant des produits IARD n'entrant pas dans le champ communautaire, dans le respect des orientations définies par le Groupe.

Les risques à souscrire et à exclure, et les règles à respecter dépendent des types de métiers et de marchés concernés.

✓ Prévention

Groupama a été précurseur, il y a plus de 50 ans, dans le domaine de la prévention des risques. Il est particulièrement actif sur certains risques, et notamment :

- Les risques Agricoles, cœur de cible historique, avec des actions de prévention opérationnelles directement liées aux garanties souscrites ;
- Les risques Automobiles via le réseau des centres Centaure (12 centres de formation à la conduite) et les opérations « 10 de conduite Jeunes » menées par les caisses régionales en collaboration avec la Gendarmerie, Renault et Total dans les collèges et les lycées ;
- Les risques MRH avec la proposition de boîtiers de télésurveillance connectés permettant la détection d'intrusions, d'incendies, les opérations de vérification d'extincteurs, etc... ;
- Les risques d'entreprises et des collectivités via des visites de risques et des préconisations, voire l'imposition de mesures de prévention par un réseau propre de préventeurs ;
- Les risques liés aux intempéries : mise à disposition des communes assurées, et éventuellement des assurés particuliers, d'informations permettant d'anticiper et de faire face à ces risques ;
- Les risques liés à la santé grâce à de nombreuses prestations, à un site internet dédié à l'alimentation, et à l'organisation régulière d'évènements animés par des experts sur des thématiques de santé.

✓ Gestion du risque de cumul

L'identification de risques de cumuls peut se faire lors de la souscription ou dans le cadre de la gestion du portefeuille en cours.

Une part importante du processus d'identification des cumuls à la souscription est ainsi réalisée, au travers notamment de visites de risques, de vérification d'absence de cumuls de coassurance ou de lignes d'assurance inter-réseaux, de recensement des cumuls d'engagements par site.

✓ Règles de gestion des sinistres et d'évaluation des provisions

La politique de gestion des sinistres de l'entité, conformément à celle du Groupe, s'articule autour de deux axes : une gestion de qualité tournée vers les besoins du client/sociétaire et la mise en place de leviers pour maîtriser la charge de sinistres, qui s'appuient notamment sur des outils de suivi, des applicatifs de gestion améliorant la productivité, des réseaux de prestataires performants et des experts.

L'entité constitue ses provisions conformément à la réglementation et utilise une méthodologie définie par le Groupe permettant de mesurer et maintenir un niveau de prudence dans ses provisions pour chacune des branches. Dans l'environnement Solvabilité 2, les provisions sont calculées en vision économique sur la base des éléments précités avec les adaptations nécessaires en conformité avec la réglementation Solvabilité 2.

C.1.3.2. La réassurance

En application des dispositions légales, les caisses régionales sont tenues de se réassurer exclusivement auprès de Groupama SA.

Cette réassurance qui est prévue dans les statuts des caisses régionales s'inscrit dans une organisation de réassurance interne et externe spécifique au Groupe et adaptée à sa structure, qui repose sur :

- une convention de réassurance, dénommée Règlement Général de Réassurance (RGR), interne au Groupe, prise en charge par Groupama SA pour l'ensemble des caisses régionales, qui vise à optimiser les rétentions de chaque entité et à limiter les besoins de recours à la réassurance externe ;
- combinée à un programme de réassurance auprès de réassureurs externes, qui définit la structure optimale de réassurance pour le Groupe y compris le niveau de couverture des risques conservés en application de la politique globale de gestion des risques.

Cette exclusivité de réassurance entraîne une solidarité économique inscrite dans la durée qui se traduit par un transfert d'une proportion substantielle de l'activité d'assurance de dommages des caisses régionales vers Groupama SA.

La relation de réassurance repose sur le principe de « partage de sort » entre les caisses régionales cédantes et leur réassureur Groupama SA. Ce principe vise à faire en sorte que, dans la durée, il n'y ait entre les cédantes et leur réassureur ni gagnant, ni perdant.

La convention de réassurance prévoit aussi un certain nombre de mécanismes permettant de rétablir rapidement les déséquilibres éventuels.

Cette relation de réassurance s'inscrit par construction dans le long terme. Les modifications éventuelles de la convention s'effectuent selon un processus décisionnel fondé sur la concertation et conférant au conseil d'administration de Groupama SA, après avis du comité des conventions, un pouvoir d'approbation final.

Il résulte de cette relation de réassurance une puissante communauté d'intérêts entre les caisses régionales et Groupama SA. D'une part, les caisses régionales ont un intérêt vital à préserver l'équilibre économique et financier de leur réassureur exclusif. D'autre part, Groupama SA a un intérêt majeur non seulement à l'équilibre économique et financier des caisses, mais aussi à leur croissance à laquelle elle participe à proportion de l'activité d'assurance dommages transférée.

C.1.4. Sensibilité au risque de souscription

La sensibilité au risque de souscription doit être appréhendée en priorité sur les risques considérés comme de première importance pour vérifier la capacité de résistance de l'entité aux risques les plus importants.

Compte tenu de son profil de risques, l'entité s'est donc attachée, dans le cadre de ses études d'impact, à analyser les zones de risques les plus significatives au sein de son portefeuille d'assurance, à savoir :

- les risques de tarification ;
- les risques de dérive de la sinistralité ;
- les risques de provisionnement de sinistres ;
- les risques climatiques (tempête, catastrophes naturelles, sur récoltes).

C.2. Risque de marché

C.2.1. Exposition au risque de marché

Le tableau ci-après présente les expositions au risque de marché de Groupama Loire Bretagne à la clôture de l'exercice:

Catégorie d'instrument financier	31/12/2017 (en K€)
Obligations	399 261
Actions (y compris participations)	850 395
Organismes de placement collectif	534 145
Trésorerie et dépôts	35 345
Immobilisations corporelles	177 287
Actifs en représentation de contrats en unités de compte et indexés	0
Produits dérivés actifs et passifs	0
Autres	2 387
Total	1 998 821

Groupama Loire Bretagne, sur la période écoulée, n'a pas transféré de risques à des véhicules de titrisation.

Les expositions découlant de positions hors-bilan (garanties fournies ou reçues par l'entreprise, sûretés données ou reçues en garantie) ne sont pas significatives.

Les actifs ont été investis conformément au principe de la personne prudente avec notamment :

- un dispositif de suivi des risques évalués selon plusieurs critères (résultats, impacts solvabilité) et prenant en compte différents scénarios ;
- une politique d'investissement et des limites de risques ;
- une gouvernance pour valider la stratégie et suivre son exécution.

C.2.1.1. Évaluation de risques

C.2.1.1.1. Mesures d'évaluation

Les méthodologies d'identification et de mesure des risques sont décrites au paragraphe B.3.1.2.

C.2.1.1.2. Liste des risques importants

La décomposition des exigences en capital présentée au paragraphe E.2.2 montre le poids du risque de marché sur le SCR de base hors effets de diversification (54%) et la diversification au sein du risque de marché entre les sous-modules.

La caisse est exposée au risque de marché par ses expositions directes et indirectement via les participations intragroupe.

Le poids significatif du risque de marché (54% du SCR de base hors effets de diversification) est la conséquence de la construction du Groupe (*cf. A.1.1.2*). Toutefois, il convient de préciser que ce risque de marché n'est pas la conséquence d'un risque élevé sur les actions mais plutôt de risques obligataires (taux et crédit) inhérents aux activités vie.

C.2.2. Concentration du risque de marché

Une concentration, mesurée selon le critère d'exigence de capital, apparaît sur les actions. Cette concentration est majoritairement engendrée par les participations intragroupes.

C.2.3. Techniques d'atténuation du risque de marché

Différentes stratégies d'atténuation des risques peuvent être mises en œuvre, séparément ou de manière complémentaire afin de maintenir un profil de risque équilibré. Elles sont définies au regard de la stratégie risque de Groupama Loire Bretagne et en cohérence avec celle du Groupe.

Ces stratégies, sont définies par type de risques au sein de la politique des risques ALM/Investissements. L'atténuation des risques est principalement assurée au travers d'une stratégie de diversification adéquate et un dispositif de limites d'actifs.

Ce dispositif de limites de risques a été défini au niveau du Groupe et des entités afin de garantir le maintien d'un ratio de solvabilité compatible avec l'appétence aux risques.

A l'actif, le dispositif de limites primaires (sur les principales classes d'actifs) et secondaires (au sein de chaque classe d'actifs)¹, est défini en tenant compte de la capacité de résistance à des chocs simultanés sur les actifs. Il a pour objectif de :

- Limiter la détention des actifs risqués (actions, immobilier, crédit ...).
- Définir une détention minimum de trésorerie.
- Eviter les concentrations (émetteurs, secteurs, pays ...) au sein des portefeuilles actions et obligations

L'entité peut par ailleurs avoir recours à des instruments d'atténuation du risque.

Les stratégies mises en place peuvent porter sur des actions, des taux, des indices crédits, des obligations, des émetteurs, et doivent avoir pour objectif de gérer activement l'exposition au risque considéré.

C.2.4. Sensibilité au risque de marché

Des analyses de sensibilités ont été menées sur les classes d'actifs suivantes dans le cadre des travaux ORSA :

- actions,
- immobilier,
- actifs de taux.

Elles permettent ainsi d'encadrer des situations de marchés adverses, de type et d'intensité divers.

Les méthodologies de calcul qui ont été appliquées sont les suivantes :

- les fonds propres sociaux et plus ou moins-values latentes du 31/12/2017 sont impactés de l'application directe des stress-tests sur le portefeuille de l'entité et sur les titres intragroupe détenus par l'entité ;
- les autres postes constitutifs des fonds propres Solvabilité 2 de l'entité sont conservés ;

- les exigences en capital relatives aux risques de marché sont recalculées en fonction de l'évolution des valeurs de marché des actifs de l'entité post stress ;
- les exigences en capital des autres modules sont recalculées dès lors que l'impact des stress tests est supposé significatif sur celles-ci ;
- la capacité d'absorption des exigences en capital par l'impôt est mise à jour après application des stress-tests à partir du nouveau stock d'impôts différés au bilan ;
- les fonds propres Solvabilité 2 sont classés par *Tier* en fonction de leur qualité et les règles d'écrêtement recalculées avec le SCR post stress.

C.3. Risque de crédit

C.3.1. Exposition au risque de crédit

Le risque de crédit traité ici correspond au risque de perte que pourrait entraîner le défaut inattendu des contreparties ou de tout débiteur auxquels les entreprises d'assurance et de réassurance sont exposées sous forme de risque de contrepartie. Il correspond aux risques du module « contrepartie » de la formule standard.

Il relève des catégories suivantes conformes à la classification Solvabilité 2 :

- Risques de défaut des réassureurs
- Risques de défaut des banques en tant que dépositaires des comptes
- Risques de défaut de tout débiteur autre que ceux-ci-dessus mentionnés, notamment au titre des montants à recevoir des intermédiaires et des créances sur les preneurs.

Le risque relatif à la dégradation de la qualité de crédit et, à l'extrême au défaut, d'émetteurs de valeurs mobilières est traité dans le risque de marché.

▪ Risque de défaillance des réassureurs

Le risque de défaillance ne se matérialise le plus souvent qu'après la survenance d'un sinistre ou d'une série de sinistres susceptibles de déclencher une procédure de récupération auprès d'un ou plusieurs réassureurs.

Pour atteindre des montants susceptibles de mettre en péril la pérennité d'un ou plusieurs réassureurs importants, il est vraisemblable que le ou les événements en cause auront simultanément un impact significatif sur les marchés financiers (les attentats du 11 septembre 2001 et le krach boursier qui a suivi, illustrent le phénomène).

Il convient toutefois de souligner que ni ces événements, ni la crise financière de 2008 n'ont entraîné de défaillance parmi les réassureurs du groupe.

C.3.2. Concentration du risque de crédit

En tant que réassureur unique et exclusif de l'entité, Groupama SA constitue un risque de concentration. Toutefois, Groupama SA est lui-même réassuré et veille tout particulièrement à la diversification de ses contreparties externes de réassurance et à la mise en place de sûretés avec ses contreparties (cf. détail au paragraphe C.3.3).

C.3.3. Techniques d'atténuation du risque de crédit

▪ Risque défaillance des réassureurs

Le dispositif d'atténuation du risque de défaut porte essentiellement sur le défaut des réassureurs, et notamment le défaut de Groupama SA, réassureur exclusif des Caisses Régionales.

Le risque de défaillance porté par Groupama SA (noté A-) est à nuancer par la rétrocession de Groupama SA sur ses acceptations auprès d'autres réassureurs mieux notés, et choisis en conformité avec les règles établies par un comité ad hoc. Ce Comité dit « de Sécurité » examine et valide deux fois par an la liste des réassureurs admis pour l'ensemble de la réassurance externe cédée par les

entités du Groupe selon divers critères. Les réassureurs retenus ont ainsi - pour plus de 70% d'entre eux - une note supérieure ou égale à A+ sur les protections Catastrophe France.

Le risque de défaillance des réassureurs doit par ailleurs être relativisé au regard du faible poids du risque de défaut dans les exigences réglementaires totales requises pour la caisse régionale (-10% après diversification et absorption par les impôts différés).

C.3.4. Sensibilité au risque de crédit

Les tests de résistance au risque de défaut des réassureurs ont été réalisés à travers la simulation de stress-tests portant sur des risques considérés comme majeurs pour le réassureur interne qu'est Groupama SA.

Par ailleurs, un test de résistance au défaut de paiement des cotisations a été réalisé à travers une augmentation du défaut des sociétaires/clients assurés et une défaillance d'intermédiaire d'assurance.

C.4. Risque de liquidité

C.4.1. Exposition au risque de liquidité

Le risque de liquidité se définit comme le risque de ne pas pouvoir céder des actifs dans des conditions non dégradées en vue d'honorer les engagements financiers de l'entreprise au moment où ceux-ci deviennent exigibles. La gestion de ce risque repose sur :

- l'instauration de mesures de suivi du risque de liquidité comme le suivi des expositions des titres illiquides ;
- l'instauration de plusieurs limites de risque, influant sur la composition des actifs de l'entité : minimum de trésorerie et détentions maximales d'actifs à liquidité réduite dans des conditions normales de marché.

C.4.2. Concentration du risque de liquidité

La trésorerie est principalement gérée à l'aide de plusieurs OPCVM monétaires qui, compte tenu de leurs contraintes d'investissement présentent peu de risques de concentration individuellement. Le fait de répartir cette trésorerie sur plusieurs OPCVM constitue un dispositif de maîtrise de ce risque.

Les contraintes de placement sur les dépôts à terme (*cf. concentration du risque crédit*) et le suivi des exigences en capital montrent l'absence de concentration du risque de liquidité.

C.4.3. Techniques d'atténuation du risque de liquidité

Les sûretés mises en place avec les réassureurs, en plus des contraintes de minimum de trésorerie à détenir permettraient de faire face à des événements catastrophiques et de très grande ampleur. Enfin, le recours à des opérations spécifiques et très ponctuelles de mises en pension permettrait de faire face à des situations exceptionnelles.

C.4.4. Sensibilité au risque de liquidité

La saisonnalité des encaissements (début d'année) rend Groupama Loire Bretagne plus sensible au risque de liquidité à partir du 2^{ème} semestre. Toutefois, l'expérience accumulée permet d'indiquer que l'entité est très peu sensible à ce risque.

C.5. Risque opérationnel

C.5.1. Exposition au risque opérationnel

C.5.1.1. Mesures d'identification et d'évaluation des risques

L'évaluation des risques opérationnels, basée sur une méthodologie groupe reprenant des critères qualitatifs et quantitatifs, a pour objectif d'évaluer et hiérarchiser les risques opérationnels susceptibles d'impacter une activité, une ligne de métier donnée concernée, dans son ensemble.

Des plans d'actions sont alors engagés à partir des risques identifiés afin de diminuer l'exposition de la caisse régionale. Ces plans d'actions prennent en compte les dispositifs existants ainsi que les projets en cours. Ils sont régulièrement suivis en Comité des Risques Opérationnels.

Le principe est d'évaluer a minima annuellement chaque risque opérationnel majeur en tenant compte du dispositif de maîtrise des risques opérationnels. A cet effet, des propriétaires de risques opérationnels sont nommés et en charge de l'évaluation du risque au titre de la caisse régionale. La formalisation de cette évaluation se traduit par une note méthodologique et des fiches de risque décrivant des scénarii communs (document normatif groupe). Des risques opérationnels sont identifiés comme majeurs dès lors qu'ils sont susceptibles de générer un impact financier significatif ou que leur survenance entraîne un impact significatif sur l'image de l'entité ou sur la réputation du groupe.

C.5.1.2. Description des risques majeurs

Les risques opérationnels majeurs auxquels l'entité est exposée sont :

- Risque de souscription en dehors du cadre couvert par la réassurance ;
- Fraude externe ;
- Fraude interne ;
- Défaut de conseil ;
- Cyber risque ;
- Défaillance des systèmes d'information ;
- Lutte anti blanchiment / lutte anti terrorisme ;
- Risque de « trading non autorisé ».

C.5.2. Concentration du risque opérationnel

Les risques de défaillance des Systèmes d'Information et cyber risque sont concentrés chez Groupama Support & Services (G2S) opérateur principal du Groupe. De ce fait, G2S dispose d'un dispositif de maîtrise de ces deux risques le plus évolué et abouti au sein du Groupe. C'est également le centre d'expertise du Groupe sur ces deux risques.

C.5.3. Techniques d'atténuation du risque opérationnel

La réduction des risques opérationnels est définie comme toute action (ou décision de ne pas faire) sciemment effectuée pour réduire la fréquence, la gravité ou l'imprévisibilité des incidents.

Au sein de Groupama Loire-Bretagne et conformément aux recommandations du Groupe, le principe retenu pour la réduction des risques opérationnels s'appuie sur la mise en œuvre de dispositifs de maîtrise de risques adaptés à la criticité et la tolérance au risque de l'entreprise :

- Contrôles permanents, dispositifs de prévention (réduction de la probabilité de survenance);
- Solution de secours, dispositifs de protection (diminution des impacts);
- Sécurisation des Systèmes d'Informations ;
- Sécurisation des biens et des personnes.

C.5.3.1. Le dispositif de Contrôle Permanent

La définition et la mise en œuvre du dispositif de contrôle permanent sont de la responsabilité de la Direction Générale de Groupama Loire-Bretagne et des managers de ses différentes activités. Les Contrôles Permanents sont positionnés là où le risque peut survenir.

Le dispositif de contrôle permanent inclut les contrôles suivants :

- Autocontrôles effectués par les opérateurs eux-mêmes,
- Contrôles permanents de premier niveau organisés dans les procédures de traitement,
- Contrôles hiérarchiques,
- Contrôles de second niveau effectués par des fonctions spécifiquement en charge de ces contrôles.

Le dispositif est complété par des règles de gestion des opérations intégrées dans les outils, des requêtes et des alertes qui permettent la détection d'anomalies.

C.5.3.2. Le Management de la Continuité d'Activité (Protection)

Groupama Loire Bretagne a choisi de mettre en place un dispositif de Management de la Continuité d'Activité. La continuité des activités s'inscrit dans une démarche de préservation de la Caisse Régionale et du Groupe et de protection visant à minimiser les impacts lors de la survenance des incidents. Le management de la continuité d'activités permet de se préparer et d'anticiper une indisponibilité majeure des ressources de l'entreprise, d'adopter une attitude proactive et de minimiser les risques, autant financiers et juridiques que d'image.

Groupama Loire Bretagne, conformément aux recommandations du Groupe, a choisi de se préparer à la survenance d'un incident majeur en préparant des Plans de Continuité d'Activité permettant à l'ensemble des services et sites de fonctionner en mode dégradé en cas de situation de crise majeure sur les 3 scénarii suivants :

- Indisponibilité des Ressources Humaines
- Indisponibilité des Locaux d'Exploitation
- Défaillance des Systèmes Informatiques, y compris la téléphonie

C.5.3.3. La Sécurité des Systèmes d'Information

Groupama Loire Bretagne s'appuie essentiellement sur les systèmes d'information Groupe pour la gestion de ses activités assurances. La caisse régionale dispose également d'applicatifs propres pour des besoins spécifiques.

La démarche de maîtrise des risques opérationnels s'appuie d'une part sur la mise en œuvre d'une stratégie de ségrégation avec redondance des sites d'exploitation informatique (sites de Bourges et Mordelles pour la plupart des entreprises du groupe) et d'autre part sur un dispositif de sécurité des données.

En tant que dispositif de réduction des risques, la démarche consiste à :

- Assurer la sécurité des données manipulées en termes de :
 - Disponibilité,
 - Intégrité,
 - Confidentialité,
 - Preuve (traçabilité des actes transformant les données).
- Protéger le patrimoine informationnel du Groupe,
- S'intégrer dans la gestion de crise du Groupe,
- Répondre aux obligations contractuelles vis-à-vis des clients, des prestataires / fournisseurs, ainsi qu'aux obligations réglementaires du groupe.

Les principes et dispositions de Sécurité des Systèmes d'Information s'intègrent dans la démarche de contrôle permanent du Groupe. A ce titre, l'entreprise doit mettre en œuvre toutes mesures techniques et d'organisation appropriées visant à garantir la sécurité de ses systèmes d'information.

La Politique de Sécurité des Systèmes d'Information, quant à elle, a pour objectif principal la définition des exigences de sécurité permettant de garantir la continuité des services essentiels, la protection des données et la préservation de l'image de marque du Groupe.

Pour ses propres systèmes d'information, la caisse régionale s'inscrit dans une démarche identique à celle du Groupe.

C.5.3.4 Autres stratégies

L'évitement (ou arrêt partiel ou total d'activité) n'est pas une stratégie retenue par le groupe pour ce qui concerne la réduction des risques opérationnels.

Le transfert d'activité ou la sous-traitance peuvent être envisagés mais le tiers prenant en charge l'activité doit garantir un niveau de maîtrise suffisant des risques opérationnels auxquels il doit faire face, en parfaite concordance avec le niveau de maîtrise attendu par la caisse régionale et la Politique Groupe de Sous-traitance.

C.5.4. Sensibilité au risque opérationnel

La méthodologie d'évaluation des risques opérationnels consiste à estimer de manière prédictive dans un environnement courant pour l'année à venir :

- L'impact de scénarios prédéfinis au travers d'une cotation quantitative ;
- D'une évaluation du risque d'image, si concerné ;
- Selon un critère réglementaire et juridique, si concerné ;
- D'une évaluation des éléments de maîtrise des risques pertinents face au risque considéré.

C.6. Autres risques importants

NA

C.7. Autres informations

NA

D. VALORISATION A DES FINS DE SOLVABILITE

Les principes et méthodes de valorisation à des fins de solvabilité du bilan présenté en annexe 1 sont décrits ci-dessous.

D.1. Actifs

D.1. 1. Principaux écarts de valorisation sur les actifs entre les normes françaises et le référentiel Solvabilité 2

Les principaux écarts de valorisation sur les actifs entre le bilan établi en normes françaises et le bilan valorisé à des fins de solvabilité concernent les postes bilanciaux suivants :

- Frais d'acquisition différés : -14 338 milliers d'euros relatif à la différence de comptabilisation entre les deux référentiels.
- Immobilisations incorporelles : -14 911 milliers d'euros dûs à leur valorisation par prudence à zéro dans le bilan valorisé à des fins de solvabilité.
- Immobilisations corporelles pour usage propre : +92 milliers d'euros relatifs à la valorisation en juste valeur sous Solvabilité 2.
- Investissements (autres que les actifs en représentation de contrats en unités de compte) : +460 222 milliers d'euros principalement dûs à la valorisation en juste valeur sous Solvabilité 2.
- Montants recouvrables au titre des contrats de réassurance : -76 552 milliers d'euros relatifs à la différence de valorisation entre les deux référentiels

D.1.2. Goodwill

Les écarts d'acquisition (goodwill) ne sont pas reconnus sous le référentiel Solvabilité 2 et sont donc valorisés à zéro.

D.1.3. Frais d'acquisition différés

Les frais d'acquisition différés ne sont pas reconnus sous le référentiel Solvabilité 2 et sont donc valorisés à zéro.

D.1.4. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles comprennent principalement les frais d'établissement, les fonds de commerce et les logiciels acquis ou créés.

Les immobilisations incorporelles sont retenues à une valeur nulle dans le bilan valorisé à des fins de solvabilité.

Les immobilisations incorporelles ne peuvent être comptabilisées et valorisées au bilan valorisé à des fins de solvabilité à une valeur autre que zéro que si elles peuvent être vendues séparément et s'il peut être démontré qu'il existe un marché actif pour des immobilisations incorporelles identiques ou similaires. Par prudence, ces immobilisations incorporelles sont valorisées à zéro dans le bilan valorisé à des fins de solvabilité.

D.1.5. Impôts différés

Les impôts différés actifs et passifs sont évalués et comptabilisés conformément à la norme IAS 12.

Les impôts différés sont valorisés en tenant compte :

- du report en avant de crédits d'impôts reportables non utilisés et du report en avant de pertes fiscales non utilisées;

- des différences temporelles résultant de la différence entre les valeurs des actifs et passifs comptabilisés et valorisés conformément au référentiel Solvabilité 2 et les valeurs fiscales des actifs et passifs.

Tous les passifs d'impôts différés sont pris en compte. En revanche, les impôts différés ne sont activés que s'il est probable qu'ils pourront être imputés sur des bénéfices futurs imposables, en tenant compte par ailleurs de la limitation dans le temps du report en avant des pertes reportables ou des crédits d'impôts non utilisés.

Les actifs et les passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés.

Au titre de l'exercice 2017, il n'y a désormais plus, dans le mécanisme de capacité d'absorption des pertes par les impôts différés, de reconnaissance d'une mutualisation de l'impôt pour les entités appartenant au même périmètre d'intégration fiscale.

Dans les comptes sociaux légaux, les impôts différés ne sont pas reconnus, conformément aux dispositions réglementaires comptables de l'Autorité des normes comptables.

D.1.6. Excédent de régime de retraite

Ce poste correspond à l'excédent éventuel en juste valeur des actifs de couverture des régimes de retraite par rapport à la valeur actualisée des engagements de retraite.

D.1.7. Immobilisations corporelles pour usage propre

Les immobilisations corporelles détenues pour usage propre sont principalement constituées d'immeubles d'exploitation et de parts de sociétés immobilières d'exploitation et d'actifs mobiliers d'exploitation.

Les immeubles d'exploitation sont valorisés à leur juste valeur dans le bilan valorisé à des fins de solvabilité. Cette juste valeur est déterminée sur la base d'une expertise au plus quinquennale effectuée par un expert accepté par l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution et réévaluée annuellement.

Les parts de sociétés immobilières d'exploitation sont valorisées à leur juste valeur dans le bilan valorisé à des fins de solvabilité. Cette juste valeur correspond à la valeur de cotation si le titre est coté, et dans le cas contraire, à la valeur déterminée selon la méthode de l'ANR (actif net réévalué)

Il s'agit d'une différence importante avec l'évaluation retenue dans les états financiers légaux dans lesquels les immeubles d'exploitation sont valorisés à leur coût amorti qui correspond au coût d'acquisition diminué des amortissements cumulés et corrigé des éventuelles provisions pour dépréciation.

D.1.8. Investissements (autres que les actifs en représentation de contrats en unités de compte et indexés)

D.1.8.1. Biens immobiliers (autres que détenus pour usage propre)

Les placements immobiliers sont principalement constitués d'immeubles de placement et de parts de sociétés immobilières de placement

Les immeubles de placement sont valorisés à leur juste valeur dans le bilan valorisé à des fins de solvabilité. La juste valeur est déterminée sur la base d'une expertise au plus quinquennale effectuée par un expert sur proposition de la caisse régionale et acceptée par l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution et réévaluée annuellement.

Les parts de sociétés immobilières de placement sont valorisées à leur juste valeur dans le bilan valorisé à des fins de solvabilité. La juste valeur correspond à la valeur de cotation si le titre est coté, et dans le cas contraire, à la valeur déterminée selon la méthode de l'ANR (actif net réévalué)

Il s'agit d'une différence importante avec l'évaluation retenue dans les états financiers légaux dans lesquels les immeubles de placement sont à leur coût amorti qui correspond au coût d'acquisition diminué des amortissements cumulés et corrigé des éventuelles provisions pour dépréciation.

D.1.8.2. Détenion dans des entreprises liées, y compris participations

Les participations sont valorisées selon la méthode de mise en équivalence ajustée (« adjusted equity method », AEM).

En raison de l'organigramme du Groupe, les différentes valorisations AEM sont faites dans l'ordre suivant :

- Calcul de l'actif net Solvabilité 2 des entités ne détenant aucune participation intra-groupe ;
- Calcul de l'actif net des entités détenant des participations intra-groupe et étant elles-mêmes considérées comme participations intra-groupe pour d'autres entités.

Deux cas de figure sont possibles :

- Un calcul Solvabilité 2 solo a été effectué au 31 décembre 2017 sur la participation dans une entreprise d'assurance : la valorisation AEM à 100% de cette participation est égale à la valeur de marché des actifs nette de la valeur des engagements, ce qui correspond aux fonds propres Solvabilité 2 de base (hors dettes subordonnées).

- Il n'y a pas eu de calcul Solvabilité 2 solo au 31 décembre 2017 sur la participation : la valorisation AEM à 100% de cette participation est calculée à partir des éléments IFRS (avec retraitement des actifs incorporels éventuels) ou de la valeur de réalisation sociale sur le périmètre des filiales jugées non matérielles (article 214-2-b de la directive Solvabilité 2 2009/138/CE).

L'écart de valorisation avec les états financiers légaux provient du fait que les participations sont valorisées dans les comptes légaux au coût amorti (éventuellement net de provisions pour dépréciation durable) et en juste valeur dans le bilan valorisé à des fins de solvabilité.

D.1.8.3. Actions, obligations, organismes de placement collectif, titres structurés et titres garantis

Les actions, obligations, organismes de placement collectif, titres structurés et titres garantis sont valorisés à leur juste valeur dans le bilan valorisé à des fins de solvabilité.

La détermination de la juste valeur repose sur le principe de la hiérarchie des méthodes de valorisation. Lorsqu'il existe un marché actif, la juste valeur de l'instrument correspond à son cours coté. Lorsque le marché n'est pas actif, la juste valeur de l'instrument financier est mesurée par des techniques de valorisation utilisant des données de marché observables lorsque celles-ci sont disponibles ou, lorsque celles-ci ne sont pas disponibles, en ayant recours à des hypothèses qui impliquent une part de jugement.

Un instrument financier est considéré comme coté sur un marché actif si des cours sont aisément et régulièrement disponibles auprès d'une bourse, d'un courtier, d'un négociateur, d'un secteur d'activité, d'un service d'évaluation des prix et que ces prix représentent des transactions réelles et intervenant régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normale.

La détermination du caractère actif ou pas d'un marché s'appuie notamment sur des indicateurs tels que la baisse significative du volume des transactions et du niveau d'activité sur le marché, la forte dispersion des prix disponibles dans le temps et entre les différents intervenants du marché ou le fait que les prix ne correspondent plus à des transactions suffisamment récentes.

L'écart de valorisation pour les actions, obligations, organismes de placement collectif, titres structurés et titres garantis provient du fait que ces actifs sont valorisés au coût amorti (éventuellement net de provisions pour dépréciation durable) dans les comptes sociaux légaux et en juste valeur dans le bilan valorisé à des fins de solvabilité.

D.1.9. Produits dérivés

Groupama Loire Bretagne n'a pas détenu de produits dérivés au cours de l'exercice 2017.

D.1.10. Dépôts autres que les équivalents de trésorerie

Les dépôts autres que ceux assimilés à de la trésorerie sont principalement des dépôts à terme de plus de 3 mois auprès d'établissements de crédit.

D.1.11. Autres investissements

NA

D.1.12. Actifs en représentation de contrats en unités de compte et indexés

NA

D.1.13. Prêts et prêts hypothécaires

Ils sont valorisés au coût amorti (prix d'acquisition diminué des remboursements ultérieurs et des éventuelles dépréciations).

D.1.14. Avances sur police

NA

D.1.15. Montants recouvrables au titre des contrats de réassurance (ou Provisions techniques cédées)

Les montants recouvrables au titre des contrats de réassurance figurent au bilan valorisé à des fins de solvabilité net d'ajustement pour défaut probable des réassureurs.

Les montants recouvrables au titre de la réassurance avant ajustement pour défaut probable des réassureurs sont calculés par différence entre la meilleure estimation calculée brute et la meilleure estimation après prise en compte des montants recouvrables au titre des contrats de réassurance, sans ajustement pour défaut des réassureurs. La méthodologie de calcul de la meilleure estimation est décrite à la partie D.2.1.

D.1.16. Autres actifs

D.1.16.1. Dépôts auprès des cédantes

Les dépôts auprès des cédantes correspondent au cash déposé chez les cédantes dans le cadre des activités de réassurance acceptées.

D.1.16.2. Créances nées d'opérations d'assurance

Les créances nées d'opérations d'assurance (affaires directes) correspondent aux montants dus par les assurés, les intermédiaires d'assurance, les coassureurs, les autres assureurs, et autres tiers liés à l'activité d'assurance.

Les créances nées d'opérations d'assurance sont valorisées à leur valeur comptable dans le bilan valorisé à des fins de solvabilité.

D.1.16.3. Créances nées d'opérations de réassurance

Les créances nées d'opérations de réassurance correspondent aux montants dus par les réassureurs et liés à l'activité de réassurance, autres que les provisions techniques cédées. Il s'agit notamment des créances vis-à-vis des réassureurs relatives aux sinistres réglés aux assurés ou aux bénéficiaires.

Les créances nées d'opérations de réassurance sont valorisées à leur valeur comptable dans le bilan valorisé à des fins de solvabilité.

D.1.16.4. Autres créances (hors assurance)

Les autres créances correspondent principalement aux montants dus par les débiteurs hors assurance (Etat, organismes sociaux, personnel, comptes courants avec une filiale du Groupe, etc.).

Les autres créances sont valorisées à leur valeur comptable dans le bilan valorisé à des fins de solvabilité.

D.1.16.5. Actions auto-détenues

NA

D.1.16.6. Instruments de fonds propres appelés et non payés

NA

D.1.16.7. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie (dépôts inférieurs à 3 mois) correspondent principalement aux soldes débiteurs des comptes bancaires.

D.1.16.8. Autres actifs non mentionnés dans les postes ci-dessus

NA

D.2. Provisions techniques

D.2.1. Méthodologie de calcul et analyse des écarts entre la valorisation à des fins de solvabilité et la valorisation dans les états financiers

Les paragraphes ci-dessous présentent la méthodologie retenue pour la valorisation des provisions techniques dans le référentiel Solvabilité II, composées de la marge de risque et de la meilleure estimation des engagements, ci-après appelée « provisions Best Estimate » dont les montants sont détaillés par ligne d'activité aux annexes 3 et 4 du présent document.

D.2.1.1. Provisions Best Estimate de sinistres Non Vie

L'intégralité des provisions techniques présentes dans les comptes sociaux fait l'objet d'une évaluation sous le référentiel Solvabilité 2.

La maille élémentaire de calcul est a minima la ligne d'activité (line of business, ci-après LoB), certaines lignes pouvant faire l'objet d'une segmentation plus fine, et sont alors divisées en segments.

Sur les périmètres autorisant la mise en œuvre d'approches actuarielles, les charges ultimes actuarielles, dont découlent les provisions Best Estimate de sinistres avant escompte, avant frais et avant ajustement pour défaut des réassureurs, sont estimées à partir des triangles de charges ou de paiements nets de recours, en brut de réassurance et en net si la donnée est disponible. Si les données nettes de réassurance ne sont pas disponibles, les provisions nettes des montants recouvrables au titre des contrats de réassurance sont obtenues à partir d'un ratio comptable de passage du brut au net par année de survenance.

Sur les périmètres où de telles approches ne donneraient pas un résultat fiable (taille insuffisante des portefeuilles, données historiques comportant un aléa trop important, etc.), la fonction actuarielle s'assure que les approximations utilisées sont acceptables.

Les estimations de la charge ultime actuarielle sont effectuées à partir de données extraites avant le 31 décembre. Si un événement majeur est survenu entre la date d'extraction des données et le 31 décembre, un ajustement de la charge ultime est réalisé pour intégrer cet événement.

Les cadences de règlement des sinistres, appliquées aux charges ultimes actuarielles, permettent de déterminer la chronique de flux de prestations à prendre en compte dans le calcul des provisions Best Estimate de sinistres. La valeur actualisée des provisions Best Estimate brutes est calculée par ligne d'activité, en appliquant la courbe des taux sans risque majorée de la correction pour volatilité (Volatility Adjustment, VA) aux flux de trésorerie futurs (prestations et frais). De même, l'escompte des provisions cédées aux réassureurs est obtenu à partir des flux cédés, y compris l'ajustement pour défaut des réassureurs.

L'ajustement pour risque de défaut probable des réassureurs est pris en compte par l'utilisation de la formule simplifiée proposée par l'article 61 du règlement délégué (UE) 2015/35.

D.2.1.2. Provisions Best Estimate de primes Non Vie

Depuis la clôture au 31/12/2017, Groupama a introduit la notion des primes futures au niveau du bilan économique. Aussi, le Best Estimate de prime a d'une part une composante basée sur les provisions pour primes non acquises (PPNA) et d'autre part une nouvelle composante basée sur les primes futures.

Concernant la partie relative aux PPNA, le Best Estimate de primes est calculé par l'application d'un ratio combiné économique aux PPNA brutes des états financiers. Ce ratio prend en compte :

- Le ratio sinistres à primes (S/P) moyen brut, estimé à partir des S/P ultimes des précédents exercices
- Le taux de frais généraux hors frais d'acquisition (par cohérence avec le fait qu'ils ont déjà été engagés)
- Le ratio d'escompte estimé à partir de la courbe des taux sans risque majorée de la correction pour volatilité (Volatility Adjustment, VA) et des cash-flows de sinistres prévisionnels
- Le ratio solde de réassurance à primes brutes, tenant compte des primes cédées prévisionnelles, de la charge sinistre cédée moyenne, du défaut probable des réassureurs et de la part de l'escompte cédé en réassurance.

Concernant les primes futures, il s'agit, conformément au référentiel Solvabilité 2, de prendre explicitement en considération les contrats dont la couverture d'assurance commence dans le futur et pour lesquels l'assureur, déjà lié contractuellement, ne peut ni résilier le contrat ni en augmenter la prime de sorte que celle-ci reflète pleinement le risque. La base de calcul est constituée par la valeur présente des primes futures auxquelles sont appliqués les mêmes éléments que ci-dessus (S/P, taux de frais généraux, ratio d'escompte et ratio de réassurance), à l'exception du taux de frais généraux devant inclure les frais d'acquisition (par cohérence avec l'hypothèse qu'ils restent à émettre). La valeur présente des primes futures correspond à deux types d'engagements de la part de l'assureur :

- Dans le cas de contrats à tacite reconduction, à partir du moment où l'assureur a communiqué son tarif avant la date d'arrêté, il est considéré comme engagé ;
- Dans le cas d'affaires nouvelles prenant effet après la date de clôture, il s'agit alors des effets différés.

Dans les deux cas, l'engagement correspond à l'intégralité de la prime qui sera émise après la date de clôture.

D.2.1.3. Provisions techniques Vie

L'intégralité des provisions techniques de rentes présentes dans les comptes sociaux fait l'objet d'une évaluation sous le référentiel Solvabilité 2.

La maille élémentaire de calcul est a minima la ligne d'activité, certaines lignes pouvant faire l'objet d'une segmentation plus fine, et sont alors divisées en segments.

Le calcul du Best Estimate brut de réassurance est effectué par groupes homogènes de contrats, en projetant les flux de trésorerie futurs probables en fonction des caractéristiques des produits et à l'aide des lois biométriques ou comportementales (cessation, incidence, mortalité) établies sur les données

historiques du portefeuille chaque fois que de telles données sont disponibles et en nombre suffisant, ou sur la base de tables réglementaires dans le cas contraire. Ces flux de trésorerie sont actualisés en appliquant la courbe des taux sans risque majorée de la correction pour volatilité (Volatility Adjustment, VA).

Le Best Estimate net de réassurance est obtenu à partir d'un ratio comptable de passage du brut au net appliqué au Best Estimate brut de réassurance.

L'ajustement pour risque de défaut des réassureurs est pris en compte par l'utilisation de la formule simplifiée proposée dans le règlement délégué (UE) 2015/35 de la Commission Européenne.

D.2.1.4. Marge de risque (Vie et Non Vie)

La marge de risque, représentant l'estimation du coût de mobilisation du capital de solvabilité requis lié à la détention de passifs, est calculée de façon simplifiée conformément à l'article 58 du règlement délégué n°2015/35.

L'approche simplifiée retenue est celle fondée sur la duration des provisions : la marge de risque est égale au capital de solvabilité requis ajusté calculé au 31/12/2017, multiplié par le coût du capital (6%) et par la duration modifiée des engagements bruts en date du 31/12/2017, ainsi que par le facteur d'actualisation sur un an correspondant au taux d'intérêt sans risque de base pour l'échéance 2018, sans correction pour volatilité.

Le capital de solvabilité requis ajusté est calculé à partir des modules suivants :

- risque de marché résiduel considéré comme nul ;
- risque de contrepartie recalculé hors risque sur les contreparties bancaires ;
- risque de souscription ;
- risque opérationnel recalculé en introduisant un nouveau plafond, fonction du BSCR, déterminé sur la base des modules calculés selon les principes exposés aux points précédents.

Le capital de solvabilité requis ajusté est calculé sans correction pour volatilité et sans absorption des pertes par les impôts différés.

L'allocation par branche de la marge de risque est réalisée au prorata des risques.

D.2.1.5. Explications des écarts (Vie et Non Vie) entre la valorisation à des fins de solvabilité et la valorisation dans les états financiers

Les provisions présentées dans les comptes statutaires sont évaluées selon les dispositions du règlement ANC 2015-11 relatif aux comptes annuels des entreprises d'assurance.

Par rapport aux comptes statutaires, la valorisation à des fins de Solvabilité 2 implique le remplacement d'une estimation globalement prudente des engagements envers les assurés par la meilleure estimation des flux futurs actualisés au taux sans risque (provisions Best Estimate), à laquelle s'ajoute une marge de risque explicite représentant le coût de mobilisation du capital destiné à couvrir le montant de SCR marginal lié à la détention de ces engagements.

Les écarts entre les provisions statutaires et les provisions Best Estimate résultent d'approches méthodologiques non comparables :

- En assurance Non-Vie : estimation prudente *versus* estimation moyenne, provisions non actualisées versus actualisation au taux sans risque, prise en compte du défaut probable des réassureurs, etc.
- En assurance Vie, les provisions présentées dans les comptes statutaires sont évaluées selon le principe de prudence : les provisions mathématiques sont ainsi déterminées selon des hypothèses réglementairement normées de sinistralité et d'actualisation et en ne supposant aucune revalorisation future ; d'autres provisions techniques sont par ailleurs constituées afin de pallier d'éventuelles insuffisances du provisionnement ainsi considéré, au regard de l'information disponible au moment de l'arrêté des comptes (provision globale de gestion, provision pour aléas financiers, provision pour risque d'exigibilité...). La meilleure estimation des flux futurs intègre quant à elle la sinistralité réellement anticipée, le niveau des taux d'intérêt, l'incertitude

concernant les produits financiers futurs et la capacité à servir les taux garantis (coûts d'options), la revalorisation au-delà des taux garantis, les rachats structurels et conjoncturels, les frais liés à la gestion des contrats et des actifs, les plus ou moins-values latentes.

D.2.2. Niveau d'incertitude lié au montant des provisions techniques

Lors des études actuarielles, des sensibilités autour des provisions Best Estimate ainsi que des analyses de variation sont réalisées. Coordonnées par la fonction actuarielle, ces analyses confirment le caractère raisonnable des meilleures estimations retenues.

D.2.3. Impact des mesures relatives aux garanties long terme et transitoires

D.2.3.1. Mesures relatives aux garanties long terme

De façon commune aux différents périmètres d'engagements et pour la valorisation de ses provisions techniques, Groupama Loire Bretagne :

- N'utilise pas l'ajustement égalisateur visé à l'article 77 ter de la directive 2009/138/CE;
- N'utilise pas la mesure transitoire sur les taux d'intérêts sans risque visée à l'article 308 quater de la directive 2009/138/CE ;
Utilise la correction pour volatilité (ou « Volatility Adjustment », VA) visée à l'article 77 quinquies de la directive 2009/138/CE. Les effets d'une réduction à 0 de cette correction sont présentés dans le tableau suivant :

Données au 31/12/2017 en K€	Avec VA (scénario de référence)	Sans VA	Impact
Provisions techniques (meilleure estimation et marge de risque)	1 165 008	1 167 626	2 618
Fonds propres éligibles à la couverture du SCR	1 368 622	1 359 634	-8 988
Fonds propres éligibles à la couverture du MCR	1 368 622	1 359 634	-8 988
Montant du SCR	357 682	356 988	-694
Montant du MCR	89 590	89 667	77
Ratio de couverture du SCR	383%	381%	-2%
Ratio de couverture du MCR	1528%	1516%	-11%

Dans ce tableau, les fonds propres éligibles intègrent l'effet de la réduction à 0 de la correction pour volatilité sur la valorisation des participations détenues par l'entité et figurant à l'actif de son bilan valorisé à des fins de solvabilité.

D.2.3.2. Mesures transitoires sur provisions techniques

Groupama Loire Bretagne n'applique pas la mesure transitoire sur les provisions techniques visée à l'article 308 quinquies de la directive n°2009/138/CE qui permet d'étaler sur 16 ans l'impact du passage d'un calcul de provisions techniques aux normes « Solvabilité I » à un calcul « SolvabilitéII ».

L'entité bénéficie néanmoins indirectement de la mesure transitoire sur les provisions techniques appliquée par une des filiales du groupe, Groupama Gan Vie. Sans effet de la mesure transitoire sur les provisions techniques appliquée par Groupama Gan Vie, les ratios de couverture du SCR et du MCR de Groupama Loire Bretagne seraient respectivement de 329% et 1027% contre respectivement 383% et 1528% avec l'application de cette mesure transitoire.

D.3. Autres passifs

D.3.1. Principaux écarts de valorisation sur les autres passifs entre les normes françaises et le référentiel Solvabilité 2

Les principaux écarts de valorisation sur les autres passifs entre le bilan établi en normes françaises et le bilan valorisé à des fins de solvabilité concernent les postes bilanciaux suivants :

- Impôts différés passifs : un écart de +38 171 milliers d'euros entre les deux référentiels dû :
à l'absence de constatation d'impôts différés (actifs ou passifs) en normes françaises
à la constatation en Solvabilité 2 d'impôts différés résultant de la valorisation des actifs et passifs

D.3.2. Passifs éventuels

Les passifs éventuels matériels, non liés à l'activité d'assurance, ni à un financement, sont reconnus comme passifs dans le bilan valorisé à des fins de solvabilité et valorisés sur la base de la valeur actuelle attendue des flux de trésorerie futurs nécessaires pour éteindre le passif éventuel pendant toute la durée de celui-ci, en utilisant la courbe des taux sans risque de base.

Les passifs éventuels figurent en hors bilan dans les états financiers statutaires.

D.3.3. Provisions autres que les provisions techniques

Ce poste correspond principalement aux provisions pour risques et charges évaluées conformément à IAS37.

Les provisions pour risques et charges sont des passifs dont l'échéance ou le montant est incertain. Une provision doit être comptabilisée si les trois conditions suivantes sont remplies :

- L'entreprise a une obligation actuelle, juridique ou implicite, résultant d'un événement passé ;
- Il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation ;
- Il est possible d'obtenir une estimation fiable du montant de la provision.

Lorsque l'effet de la valeur temps de l'argent est significatif, le montant de la provision est égal à la valeur actuelle des dépenses attendues que l'entreprise estime nécessaire pour éteindre l'obligation.

Dans les comptes statutaires, les provisions autres que les provisions techniques comprennent des provisions réglementées qui sont éliminées lors de l'élaboration du bilan valorisé à des fins de solvabilité.

D.3.4. Provisions pour retraite et autres avantages

Ce poste correspond aux provisions pour engagements de l'entité vis-à-vis de son personnel (engagements postérieurs à l'emploi et autres avantages à long terme) évaluées conformément à la norme IAS19 révisée. Le montant inscrit au bilan correspond à la valeur actualisée de l'obligation liée aux régimes à prestations définies, déduction faite de la juste valeur des actifs des régimes.

Ce montant se décompose de la manière suivante au 31 décembre 2017 (en K€) :

	Avantages postérieurs à l'emploi	Autres avantages à long terme	Total
Dette actuarielle	17 015	6 447	23 462
Juste valeur des actifs de couverture	14 678	0	14 678
Dette actuarielle nette	2337	6 447	8 784

Dans les comptes sociaux, la provision pour engagements sociaux est bien à 8 784 K€.

D.3.5. Dépôts des réassureurs

NA

D.3.6. Passifs d'impôts différés

Cf. partie D.1.4

D.3.7. Produits dérivés

Cf. partie D.1.8

D.3.8. Dettes envers les établissements de crédit

Ce poste est constitué des soldes créditeurs des comptes bancaires et des emprunts envers les établissements de crédit.

D.3.9. Dettes financières autres que celles envers les établissements de crédit

NA

D.3.10. Dettes nées d'opérations d'assurance et montants dus aux intermédiaires

Il s'agit des montants dus aux assurés, autres assureurs et autres intermédiaires liés à l'activité d'assurance qui ne sont pas des provisions techniques.

Les dettes nées d'opérations d'assurance sont valorisées à leur valeur comptable dans le bilan valorisé à des fins de solvabilité.

D.3.11. Dettes nées d'opérations de réassurance

Il s'agit de montants dus aux réassureurs et liés à l'activité de réassurance. Ce poste est principalement constitué des soldes créditeurs des comptes courants de réassurance.

Les dettes nées d'opérations de réassurance sont valorisées à leur valeur comptable dans le bilan valorisé à des fins de solvabilité.

D.3.12. Autres dettes (hors assurance)

Ce poste est constitué des dettes vis-à-vis des salariés, des fournisseurs, de l'Etat au titre de l'impôt sur les sociétés et des taxes et des organismes sociaux.

Les autres dettes sont valorisées à leur valeur comptable dans le bilan valorisé à des fins de solvabilité.

D.3.13. Passifs subordonnés

NA

D.3.14. Autres dettes non mentionnées dans les postes ci-dessus

NA

D.4. Autres informations

NA

E. GESTION DE CAPITAL

E.1. Fonds propres

E.1.1. Objectifs, politiques et procédures de gestion du capital

L'entité dispose d'une politique de gestion du capital qui a pour objectif d'établir un cadre structurant du dispositif de gestion du capital, de manière à assurer sa conformité à la réglementation en vigueur. A cette fin, elle édicte les principes organisationnels, les règles et limites à décliner dans la mise en œuvre des processus opérationnels.

La gestion du capital a pour principaux objectifs dans une optique de court, moyen et long termes de :

- Garantir que l'entité dispose en permanence d'un niveau de capital en conformité avec les exigences réglementaires et piloter la volatilité du ratio de couverture Solvabilité 2.
- Veiller au maintien de ratios de solvabilité compatibles avec la cible fixée dans le cadre de l'évaluation interne des risques et de la solvabilité, en cohérence avec l'appétence aux risques.
- Optimiser l'allocation du capital en fonction de la rentabilité réalisée et de la rentabilité cible, tout en tenant compte des objectifs de développement et de l'appétence au risque de l'entité.

L'évaluation des besoins en fonds propres est effectuée sur la base des études, scénarios et stress tests réalisés dans le cadre de l'ORSA. Ces besoins sont évalués sur l'horizon temporel de 3 ans, correspondant à la planification des activités de gestion du capital, s'inscrivant dans la planification stratégique et opérationnelle.

E.1.2. Structure, montant et tiering des fonds propres de base et fonds propres auxiliaires

Les commentaires ci-dessous détaillent les données chiffrées relatives aux fonds propres présentés en annexe 7 (S.23.01).

➤ **Détermination des fonds propres et des éléments éligibles**

Les fonds propres de base sont constitués de l'excédent d'actif sur le passif en vision Solvabilité 2 (i.e. l'actif net du bilan valorisé à des fins de solvabilité).

L'assemblée générale du 22/04/2016 a validé l'émission de certificats mutualistes à hauteur de 94,6 M€ à horizon 2018.

Les certificats mutualistes sont des instruments classés en Tier 1 sans aucune restriction d'éligibilité sous Solvabilité 2.

Cette source de capital externe présente l'avantage, pour les Caisses régionales et le Groupe, de permettre d'absorber l'impact de la volatilité intrinsèque de Solvabilité 2.

➤ **Tiering des fonds propres**

Le classement des fonds propres par Tier a été fait conformément aux articles 69 à 79 du règlement délégué n°2015/35. Ce classement s'appuie principalement sur trois caractéristiques qui sont le degré de subordination, la disponibilité, et la durée.

Le tableau S.23.01.01 (cf. annexe 7) présente la ventilation par Tier des fonds propres disponibles et éligibles à la couverture du capital de solvabilité requis (SCR) et de son seuil minimal (MCR). Ainsi :

- La réserve de réconciliation est classée en Tier1 ;
- Les passifs subordonnés sont classés en Tier 1, 2 ou 3 suivant leurs caractéristiques ;

- Les impôts différés actif nets sont classés en Tier 3.

Les règles d'écrêtement des fonds propres disponibles appliquées sont celles décrites à l'article 82 du règlement délégué n°2015/35 et permettent d'aboutir au montant de fonds propres éligibles à la couverture des SCR et MCR.

L'intégralité des fonds propres de Groupama Loire Bretagne est classée en Tier1.

➤ **Fonds propres auxiliaires**

Aucun élément de fonds propres auxiliaires n'a été pris en compte dans le calcul des fonds propres.

➤ **Passifs subordonnés**

NA

➤ **Evolution des fonds propres au cours de l'année**

Avec MT / En MEUR	31/12/2016	31/12/2017	Variation 2017 / 2016
Fonds propres sociaux	842	921	79
Neutralisation des actifs incorporels	-20	-19	1
Revalorisation des actifs	92	103	11
Revalorisation des participations	273	301	28
Surplus de provisionnement (Revalorisation des PT en BE)	57	79	22
Impact de la marge pour risque	-48	-43	5
Impact Impôt différé	25	27	2
Dividendes	0	-2	-2
Autres	2	2	0
Fonds propres S2 = Éléments éligibles	1 223	1 369	146

E.1.3. Analyse des écarts entre les fonds propres comptables et les fonds propres du bilan valorisé à des fins de solvabilité

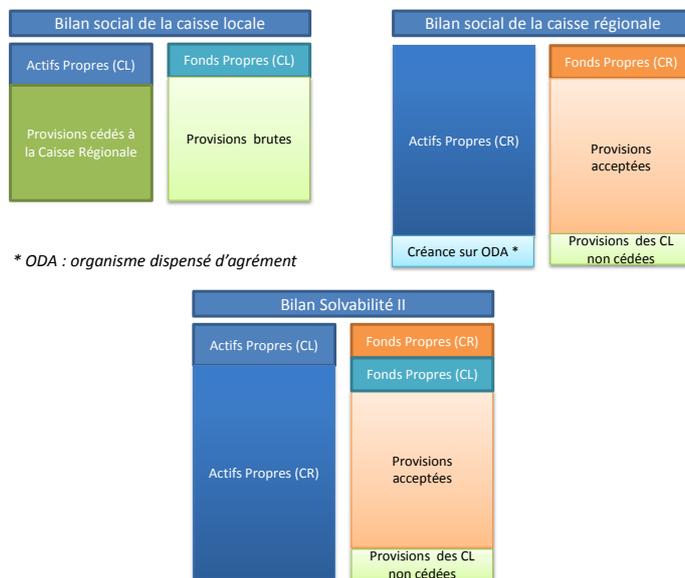
Par construction, l'excédent de l'actif par rapport au passif (actif net du bilan valorisé à des fins de solvabilité) correspond à la somme :

- des fonds propres sociaux présentés dans les états financiers de l'entreprise ;
- de l'impact sur les fonds propres économiques de l'ensemble des réévaluations opérées sur les postes d'actif et de passif lors de la construction du bilan en juste valeur.

Pour passer du bilan social au bilan valorisé à des fins de solvabilité simplifié, les postes du bilan sont réévalués, à la hausse ou à la baisse, en fonction des éléments de surplus évalués dans les calculs de Pilier I de Solvabilité 2 (plus-ou-moins-values latentes, différence entre provisions techniques sociales et best-estimate, etc.). L'impact sur les fonds propres de chaque réévaluation bilancielle est comptabilisé dans les fonds propres du bilan valorisé à des fins de solvabilité au sein de la « réserve de réconciliation », après prise en compte d'un impôt différé.

Dès lors, les différences importantes entre les fonds propres présentés dans les états financiers de l'entreprise et l'excédent de l'actif par rapport au passif calculé aux fins de solvabilité correspondent mécaniquement aux différences entre les évaluations retenues dans les états financiers et celles retenues dans le bilan valorisé à des fins de solvabilité, atténuées par le mécanisme de l'impôt différé.

En vertu de la dispense d'agrément dont bénéficient les caisses locales au titre des dispositions relatives à la réassurance par substitution (article R322-132 du code des Assurances) et des dispositions contractuelles existant entre les caisses locales et la caisse régionale qui les réassure, les éléments du bilan des caisses locales rattachées à Groupama Loire Bretagne sont intégrés dans le bilan valorisé à des fins de solvabilité de cette dernière et sont ainsi utilisés pour les calculs de SCR et de MCR. Le schéma suivant a été retenu :



E.2. Capital de solvabilité requis et minimum de capital requis

La directive Solvabilité 2 prévoit deux exigences de capital:

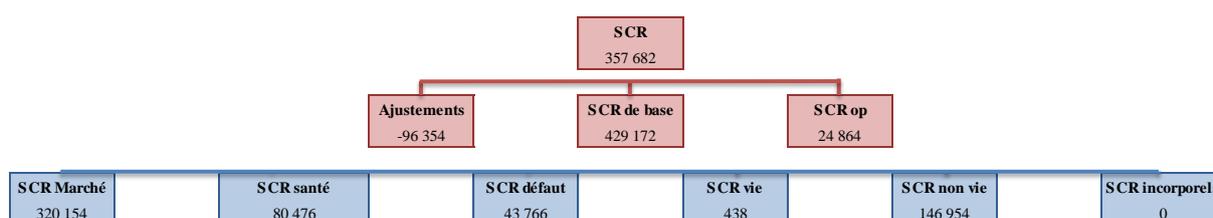
- le minimum de capital requis (Minimum Capital Requirement - MCR): correspond à un montant de fonds propres de base éligible en-deçà duquel les preneurs et les bénéficiaires seraient exposés à un niveau de risque inacceptable si l'entreprise d'assurance ou de réassurance était autorisée à poursuivre son activité
- le capital de solvabilité requis (Solvency Capital Requirement – SCR) correspond à un niveau de fonds propres éligibles qui permet aux entreprises d'assurance et de réassurance d'absorber des pertes significatives et qui donne l'assurance raisonnable aux preneurs et aux bénéficiaires que les paiements auront lieu quand ils viendront à échéance.

E.2.1. Capital de solvabilité requis

Le montant de capital de solvabilité requis est déterminé à partir de la formule standard prévue dans le règlement délégué n°2015/35 de la Commission Européenne du 10 octobre 2014.

La courbe des taux sans risque de base retenue est celle mensuellement publiée par l'EIOPA avec utilisation de la correction pour volatilité (ou *volatility adjustment VA*).

La ventilation du SCR en ses différentes composantes est présentée ci-dessous.



NB : la case « ajustements » comprend la somme de l'ajustement pour capacité d'absorption des pertes par les provisions techniques et de l'ajustement pour capacité d'absorption des pertes par les impôts différés. Les sous-modules du SCR de base dans le diagramme ci-dessus sont présentés bruts de ces effets d'absorption.

Quant aux effets de diversification, ils sont implicitement intégrés au schéma : conformément aux spécifications de la formule standard, le SCR de base et certains de ses modules intègrent dans leur calcul l'utilisation de matrices de corrélation qui induisent des effets de diversification des risques. Les chiffres présentés dans le diagramme ci-dessus intègrent donc ces bénéfices de diversification.

Au 31/12/2017, l'entité n'utilise pas, dans la formule standard, de paramètres qui lui sont propres ou de calculs simplifiés.

Le taux de couverture du SCR (avec Mesures Transitoires sur provisions techniques de GG Vie) est de 383% au 31/12/2017. Les impacts des mesures relatives aux garanties long terme et de la mesure transitoire sur les provisions techniques sont indiqués au paragraphe D.2.3 du présent rapport.

E.2.2 Minimum de capital requis (MCR)

Le montant du minimum de capital requis à la fin de la période de référence s'élève à 357,7M€.

Le minimum de capital requis est évalué à partir de la méthode proposée par l'article 248 du règlement délégué n°2015/35. Sa fréquence de calcul est trimestrielle. À chaque trimestre et à la clôture, le calcul du MCR linéaire mentionné dans ledit article est basé sur un calcul complet des provisions techniques et des volumes de primes.

Le taux de couverture du MCR (avec Mesures Transitoires sur provisions techniques de GG Vie) au 31/12/2017 est de 1528%. Les impacts des mesures relatives aux garanties long terme et de la mesure transitoire sur les provisions techniques sont indiqués au paragraphe D.2.3 du présent rapport.

E.3. Utilisation du sous-module « risque sur actions » fondé sur la durée dans le calcul du capital de solvabilité requis

La mesure de risque sur actions fondée sur la durée prévue à l'article 304 de la directive 2009/138/CE n'est pas appliquée par Groupama Loire Bretagne.

E.4. Différences entre la formule standard et tout modèle interne utilisé / NA

E.5. Non-respect du minimum de capital requis et non-respect du capital de solvabilité requis / NA

E.6. Autres informations

NA

ANNEXES – QRT publics

Liste des QRT publics

QRT Solo :

Annexe 1	S.02.01.02	Bilan
Annexe 2	S.05.01.02	Primes, sinistres et dépenses par ligne d'activité
Annexe 3	S.12.01.02	Provisions techniques vie et santé SLT
Annexe 4	S.17.01.02	Provisions techniques non-vie
Annexe 5	S.19.01.21	Sinistres en non-vie
Annexe 6	S.22.01.21	Impact des mesures relatives aux garanties de long terme et des mesures transitoires
Annexe 7	S.23.01.01	Fonds propres
Annexe 8	S.25.01.21	Capital de solvabilité requis - pour les entreprises qui utilisent la formule standard
Annexe 9	S.28.01.01	Minimum de capital requis - Activité d'assurance ou de réassurance vie uniquement ou activité d'assurance ou de réassurance non-vie uniquement

Annexe 1

S.02.01.02		
Bilan		
		Valeur
		Solvabilité II
		C0010
Actifs		
Immobilisations incorporelles	R0030	0
Actifs d'impôts différés	R0040	0
Excédent du régime de retraite	R0050	
Immobilisations corporelles détenues pour usage propre	R0060	89 243
Investissements (autres qu'actifs en représentation de contrats en unités de compte et indexés)	R0070	1 879 941
Biens immobiliers (autres que détenus pour usage propre)	R0080	81 050
Détenctions dans des entreprises liées, y compris participations	R0090	798 662
Actions	R0100	51 357
Actions - cotées	R0110	48 783
Actions - non cotées	R0120	2 575
Obligations	R0130	388 085
Obligations d'État	R0140	105 019
Obligations d'entreprise	R0150	230 863
Titres structurés	R0160	52 203
Titres garantis	R0170	0
Organismes de placement collectif	R0180	552 353
Produits dérivés	R0190	0
Dépôts autres que les équivalents de trésorerie	R0200	8 245
Autres investissements	R0210	189
Actifs en représentation de contrats en unités de compte et indexés	R0220	0
Prêts et prêts hypothécaires	R0230	2 247
Avances sur police	R0240	0
Prêts et prêts hypothécaires aux particuliers	R0250	0
Autres prêts et prêts hypothécaires	R0260	2 247
Montants recouvrables au titre des contrats de réassurance	R0270	480 675
Non-vie et santé similaire à la non-vie	R0280	317 238
Non-vie hors santé	R0290	275 931
Santé similaire à la non-vie	R0300	41 307
Vie et santé similaire à la vie, hors santé, UC et indexés	R0310	163 437
Santé similaire à la vie	R0320	115 130
Vie hors santé, UC et indexés	R0330	48 307
Vie UC et indexés	R0340	
Dépôts auprès des cédantes	R0350	0
Créances nées d'opérations d'assurance et montants à recevoir d'intermédiaires	R0360	105 487
Créances nées d'opérations de réassurance	R0370	6 611
Autres créances (hors assurance)	R0380	70 421
Actions propres auto-détenues (directement)	R0390	70
Éléments de fonds propres ou fonds initial appelé(s), mais non encore payé(s)	R0400	0
Trésorerie et équivalents de trésorerie	R0410	27 100
Autres actifs non mentionnés dans les postes ci-dessus	R0420	385
Total de l'actif	R0500	2 662 180

Passifs		
Provisions techniques non-vie	R0510	817 134
Provisions techniques non-vie (hors santé)	R0520	668 995
Provisions techniques calculées comme un tout	R0530	
Meilleure estimation	R0540	639 155
Marge de risque	R0550	29 839
Provisions techniques santé (similaire à la non-vie)	R0560	148 139
Provisions techniques calculées comme un tout	R0570	
Meilleure estimation	R0580	141 973
Marge de risque	R0590	6 166
Provisions techniques vie (hors UC et indexés)	R0600	347 874
Provisions techniques santé (similaire à la vie)	R0610	294 482
Provisions techniques calculées comme un tout	R0620	
Meilleure estimation	R0630	265 186
Marge de risque	R0640	29 297
Provisions techniques vie (hors santé, UC et indexés)	R0650	53 392
Provisions techniques calculées comme un tout	R0660	
Meilleure estimation	R0670	52 722
Marge de risque	R0680	670
Provisions techniques UC et indexés	R0690	0
Provisions techniques calculées comme un tout	R0700	
Meilleure estimation	R0710	0
Marge de risque	R0720	0
Passifs éventuels	R0740	
Provisions autres que les provisions techniques	R0750	459
Provisions pour retraite	R0760	8 784
Dépôts des réassureurs	R0770	0
Passifs d'impôts différés	R0780	38 476
Produits dérivés	R0790	0
Dettes envers des établissements de crédit	R0800	0
Dettes financières autres que celles envers les établissements de crédit	R0810	304
Dettes nées d'opérations d'assurance et montants dus aux intermédiaires	R0820	2 967
Dettes nées d'opérations de réassurance	R0830	14 398
Autres dettes (hors assurance)	R0840	60 941
Passifs subordonnés	R0850	0
Passifs subordonnés non inclus dans les fonds propres de base	R0860	0
Passifs subordonnés inclus dans les fonds propres de base	R0870	0
Autres dettes non mentionnées dans les postes ci-dessus	R0880	3
Total du passif	R0900	1 291 340
Excédent d'actif sur passif	R1000	1 370 840

Annexe 2

5.05.01.02 - 01		Ligne d'activité pour : engagements d'assurance et de réassurance non-vie (assurance directe et réassurance proportionnelle acceptée)																Ligne d'activité pour : réassurance non proportionnelle acceptée						Total
Primes, sinistres et dépenses par ligne d'activité		Assurance des frais médicaux	Assurance de protection du revenu	Assurance d'indemnisation des travailleurs	Assurance de responsabilité civile automobile	Autre assurance des véhicules à moteur	Assurance maritime, aérienne et transport	Assurance incendie et autres dommages aux biens	Assurance de responsabilité civile générale	Assurance de crédit et cautionnement	Assurance de protection juridique	Assistance	Pertes pécuniaires diverses	Santé	Accidents	Assurance maritime, aérienne et transport								
		CO010	CO020	CO030	CO040	CO050	CO060	CO070	CO080	CO090	CO100	CO110	CO120	CO130	CO140	CO150	CO160	CO200						
Primes émises																								
Brut - assurance directe	R0110	192 180	85 157	0	88 235	120 496	1 151	170 834	49 324	0	17 222	15 753	279					740 681						
Brut - Réassurance proportionnelle acceptée	R0120	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0					0						
Brut - Réassurance non proportionnelle acceptée	R0130													470	3 380			9 11 373	15 232					
Part des réassureurs	R0140	38 773	25 980	0	32 525	44 496	427	72 787	17 587	0	6 354	15 329	90	0	0	0	0	254 348						
Net	R0200	153 407	59 177	0	55 760	76 000	724	98 047	31 737	0	10 868	424	189	470	3 380			9 11 373	501 565					
Primes acquises																								
Brut - assurance directe	R0210	191 948	84 680	0	87 238	119 952	1 153	170 648	49 568	0	17 063	15 430	276					737 956						
Brut - Réassurance proportionnelle acceptée	R0220	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0					0						
Brut - Réassurance non proportionnelle acceptée	R0230													470	3 380			9 11 373	15 232					
Part des réassureurs	R0240	38 727	25 837	0	32 211	44 333	424	73 410	17 660	0	6 306	15 006	89	0	0	0	0	254 053						
Net	R0300	153 221	58 843	0	55 027	75 619	679	97 238	31 908	0	10 757	424	187	470	3 380			9 11 373	499 135					
Charge des sinistres																								
Brut - assurance directe	R0310	136 882	50 470	0	50 731	73 167	388	88 909	18 496	0	5 965	8 863	49					433 920						
Brut - Réassurance proportionnelle acceptée	R0320	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0					0						
Brut - Réassurance non proportionnelle acceptée	R0330													691	2 221			2 7 013	9 927					
Part des réassureurs	R0340	27 378	15 388	0	7 212	22 023	116	25 779	-2 894	0	1 790	8 863	15	0	0	0	0	105 670						
Net	R0400	109 504	35 082	0	43 519	51 144	272	63 130	21 390	0	4 175	0	34	691	2 221			2 7 013	338 177					
Variation des autres provisions techniques																								
Brut - assurance directe	R0410	0	2 404	0	416	0	0	4 641	-786	0	0	0	0					6 675						
Brut - Réassurance proportionnelle acceptée	R0420	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0					0						
Brut - Réassurance non proportionnelle acceptée	R0430													0	-90			0	-83					
Part des réassureurs	R0440	0	0	0	125	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	125						
Net	R0500	0	2 404	0	291	0	0	4 641	-786	0	0	0	0	0	-90			0	6 467					
Dépenses engagées	R0550	36 442	15 015	0	19 559	25 732	337	40 782	12 053	0	4 355	2 568	56	46	96			1 472	158 513					
Autres dépenses	R1200																							
Total des dépenses	R1300																		158 513					

S.05.01.02 - 02

Primes, sinistres et dépenses par ligne d'activité

	Ligne d'activité pour : engagements d'assurance vie								Engagements de réassurance vie		Total
	C0210	C0220	C0230	C0240	C0250	C0260	C0270	C0280	C0300		
Primes émises											
Brut	R1410	0	0	0	0	19 289	0	0	0	0	19 289
Part des réassureurs	R1420	0	0	0	0	9 818	0	0	0	0	9 818
Net	R1500	0	0	0	0	9 471	0	0	0	0	9 471
Primes acquises											
Brut	R1510	0	0	0	0	19 268	0	0	0	0	19 268
Part des réassureurs	R1520	0	0	0	0	9 799	0	0	0	0	9 799
Net	R1600	0	0	0	0	9 469	0	0	0	0	9 469
Charge des sinistres											
Brut	R1610	0	0	0	0	12 864	13 181	0	0	0	26 045
Part des réassureurs	R1620	0	0	0	0	6 432	5 175	0	0	0	11 607
Net	R1700	0	0	0	0	6 432	8 006	0	0	0	14 438
Variation des autres provisions techniques											
Brut	R1710	0	0	0	0	-5 828	-11 203	0	0	0	-17 031
Part des réassureurs	R1720	0	0	0	0	-3 058	-12 294	0	0	0	-15 352
Net	R1800	0	0	0	0	-2 770	1 091	0	0	0	-1 679
Dépenses engagées	R1900	0	0	0	0	-652	425	0	0	0	-227
Autres dépenses	R2500										
Total des dépenses	R2600										-227

Annexe 3

S.12.01.02 Provisions techniques vie et santé SLT											
		Assurance avec participation aux bénéfices	Assurance indexée et en unités de compte			Autres assurances vie			Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liées aux engagements d'assurance autres que les engagements d'assurance santé	Réassurance acceptée	Total (vie hors santé, y compris UC)
				Contrats sans options ni garanties	Contrats avec options ou garanties		Contrats sans options ni garanties	Contrats avec options ou garanties			
		C0020	C0030	C0040	C0050	C0060	C0070	C0080	C0090	C0100	C0150
Provisions techniques calculées comme un tout	R0010	0	0			0			0	0	0
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après l'ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie, correspondant aux provisions techniques calculées comme un tout	R0020	0	0			0			0	0	0
Provisions techniques calculées comme la somme de la meilleure estimation et de la marge de risque											
Meilleure estimation											
Meilleure estimation brute	R0030	0		0	0		0	0	52 722	0	52 722
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie	R0080	0		0	0		0	0	48 307	0	48 307
Meilleure estimation nette des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite	R0090	0		0	0		0	0	4 415	0	4 415
Marge de risque	R0100	0	0			0			670	0	670
Montant de la déduction transitoire sur les provisions techniques											
Provisions techniques calculées comme un tout	R0110	0	0			0			0	0	0
Meilleure estimation	R0120	0		0	0		0	0	0	0	0
Marge de risque	R0130	0	0			0			0	0	0
Provisions techniques - Total	R0200	0	0			0			53 392	0	53 392

		Assurance santé (assurance directe)			Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liées aux engagements d'assurance santé	Réassurance santé (réassurance acceptée)	Total (santé similaire à la vie)
		Contrats sans options ni garanties	Contrats avec options ou garanties				
		C0160	C0170	C0180	C0190	C0200	C0210
Provisions techniques calculées comme un tout	R0010	0			0	0	0
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après l'ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie, correspondant aux provisions techniques calculées comme un tout	R0020	0			0		0
Provisions techniques calculées comme la somme de la meilleure estimation et de la marge de risque							
Meilleure estimation							
Meilleure estimation brute	R0030		0	0	265 186	0	265 186
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie	R0080		0	0	115 130	0	115 130
Meilleure estimation nette des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite	R0090		0	0	150 056	0	150 056
Marge de risque	R0100	0			29 297	0	29 297
Montant de la déduction transitoire sur les provisions techniques							
Provisions techniques calculées comme un tout	R0110	0			0	0	0
Meilleure estimation	R0120		0	0	0	0	0
Marge de risque	R0130	0			0	0	0
Provisions techniques - Total	R0200	0			294 482	0	294 482

Annexe 4

S.17.01.02										
Provisions techniques non-vie										
Assurance directe et réassurance proportionnelle acceptée										
		Assurance des frais médicaux	Assurance de protection du revenu	Assurance d'indemnisation des travailleurs	Assurance de responsabilité civile automobile	Autre assurance des véhicules à moteur	Assurance maritime, aérienne et transport	Assurance incendie et autres dommages aux biens	Assurance de responsabilité civile générale	Assurance crédit et cautionnement
		C0020	C0030	C0040	C0050	C0060	C0070	C0080	C0090	C0100
Provisions techniques calculées comme un tout	R0010	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après l'ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie, correspondant aux provisions techniques calculées comme un tout	R0050	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Provisions techniques calculées comme la somme de la meilleure estimation et de la marge de risque										
Meilleure estimation										
<i>Provisions pour primes</i>										
Brut - total	R0060	7 455	1 608	0	17 686	4 559	-58	5 526	1 532	0
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie	R0140	-192	1 166	0	4 363	-1 130	-58	-3 558	-615	0
Meilleure estimation nette des provisions pour primes	R0150	7 646	442	0	13 323	5 689	0	9 084	2 146	0
<i>Provisions pour sinistres</i>										
Brut - total	R0160	26 967	105 887	0	266 924	19 600	2 601	82 561	192 784	0
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie	R0240	5 601	34 732	0	163 621	5 564	1 457	28 195	76 331	0
Meilleure estimation nette des provisions pour sinistres	R0250	21 367	71 155	0	103 303	14 036	1 144	54 366	116 453	0
Total meilleure estimation - brut	R0260	34 422	107 495	0	284 610	24 159	2 543	88 087	194 316	0
Total meilleure estimation - net	R0270	29 013	71 597	0	116 626	19 725	1 144	63 450	118 599	0
Marge de risque	R0280	1 535	4 625	0	9 761	926	17	7 540	10 731	0
Montant de la déduction transitoire sur les provisions techniques										
Provisions techniques calculées comme un tout	R0290	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Meilleure estimation	R0300	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Marge de risque	R0310	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Provisions techniques - Total										
Provisions techniques - Total	R0320	35 957	112 120	0	294 370	25 086	2 560	95 627	205 047	0
Montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie - total	R0330	5 409	35 898	0	167 984	4 434	1 399	24 637	75 717	0
Provisions techniques nettes des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite	R0340	30 549	76 223	0	126 387	20 652	1 161	70 990	129 330	0

		Assurance directe et réassurance proportionnelle acceptée			Réassurance non proportionnelle acceptée				Total engagements en non-vie
		Assurance de protection juridique	Assistance	Pertes pécuniaires diverses	Réassurance santé non proportionnelle	Réassurance accidents non proportionnelle	Réassurance maritime, aérienne et transport non proportionnelle	Réassurance dommages non proportionnelle	
		C0110	C0120	C0130	C0140	C0150	C0160	C0170	C0180
Provisions techniques calculées comme un tout	R0010	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après l'ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie, correspondant aux provisions techniques calculées comme un tout	R0050	0	0	0	0	0	0	0	0
Provisions techniques calculées comme la somme de la meilleure estimation et de la marge de risque									
Meilleure estimation									
<i>Provisions pour primes</i>									
Brut - total	R0060	-3 179	128	-140	0	0	0	0	35 116
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie	R0140	-1 694	-963	-42	0	0	0	0	-2 722
Meilleure estimation nette des provisions pour primes	R0150	-1 485	1 091	-98	0	0	0	0	37 838
<i>Provisions pour sinistres</i>									
Brut - total	R0160	6 521	2 636	24	56	33 695	29	5 726	746 012
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie	R0240	1 889	2 563	7	0	0	0	0	319 960
Meilleure estimation nette des provisions pour sinistres	R0250	4 633	73	17	56	33 695	29	5 726	426 052
Total meilleure estimation - brut	R0260	3 343	2 764	-117	56	33 695	29	5 726	781 129
Total meilleure estimation - net	R0270	3 148	1 163	-81	56	33 695	29	5 726	463 891
Marge de risque	R0280	416	10	2	5	305	0	132	36 005
Montant de la déduction transitoire sur les provisions techniques									
Provisions techniques calculées comme un tout	R0290	0	0	0	0	0	0	0	0
Meilleure estimation	R0300	0	0	0	0	0	0	0	0
Marge de risque	R0310	0	0	0	0	0	0	0	0
Provisions techniques - Total									
Provisions techniques - Total	R0320	3 759	2 774	-115	61	34 000	29	5 858	817 134
Montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie - total	R0330	195	1 601	-35	0	0	0	0	317 238
Provisions techniques nettes des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite	R0340	3 564	1 173	-80	61	34 000	29	5 858	499 896

S.19 01.21 - 02 Souscription

Sinistres en non-vie

Année d'accident / année de souscription	2020	2
--	------	---

Sinistres payés bruts (non cumulés)
(valeur absolue)

Année	Année de développement											Pour l'année en cours	Somme des années (cumulés)	
	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10 & +			
Précédentes	C0010	C0020	C0030	C0040	C0050	C0060	C0070	C0080	C0090	C0100	C0110	C0170	C0180	
N-9	R0100											0	4 298	
N-8	R0160	397	180	12	0	0	0	0	0	0	0	0	589	
N-7	R0170	258	169	1	3	0	0	0	0	0	0	0	431	
N-6	R0180	317	131	18	0	0	0	0	0	0	0	0	466	
N-5	R0190	259	230	17	1	0	0	0	0	0	0	0	506	
N-4	R0200	461	176	2	0	0	0	0	0	0	0	0	638	
N-3	R0210	374	122	9	0	0	2					2	508	
N-2	R0220	380	198	21	4							4	603	
N-1	R0230	196	145	1								1	341	
N	R0240	311	182									182	493	
	R0250	287										287	287	
Total													475	9 161

Meilleure estimation provisions pour sinistres brutes non actualisées
(valeur absolue)

Année	Année de développement											Fin d'année (données actualisées)
	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10 & +	
Précédentes	C0200	C0210	C0220	C0230	C0240	C0250	C0260	C0270	C0280	C0290	C0300	C0360
N-9	R0100											0
N-8	R0160	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
N-7	R0170	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
N-6	R0180	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
N-5	R0190	0	0	0	0	2	0	0	0	0	0	0
N-4	R0200	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
N-3	R0210	0	0	2 161	2 161	2 161	2 161					2 164
N-2	R0220	0	18	12	5							5
N-1	R0230	379	219	4								4
N	R0240	222	97									97
	R0250	258										258
Total												2 529

Annexe 6

S.22.01.21						
Impact des mesures relatives aux garanties de long terme et des mesures transitoires						
		Montant avec mesures relatives aux garanties de long terme et mesures transitoires	Impact des mesures transitoires sur les provisions techniques	Impact des mesures transitoires sur les taux d'intérêt	Impact d'une correction pour volatilité fixée à zéro	Impact d'un ajustement égalisateur fixé à zéro
		C0010	C0030	C0050	C0070	C0090
Provisions techniques	R0010	1 165 008	0	0	2 618	0
Fonds propres de base	R0020	1 368 622	0	0	-8 988	0
Fonds propres éligibles pour couvrir le SCR	R0050	1 368 622	0	0	-8 988	0
Capital de solvabilité requis	R0090	357 682	0	0	-694	0
Fonds propres éligibles pour couvrir le minimum de capital requis	R0100	1 368 622	0	0	-8 988	0
Minimum de capital requis	R0110	89 590	0	0	77	0

Annexe 7

S.23.01.01 - 01						
Fonds propres						
		Total	Niveau 1 - non restreint	Niveau 1 - restreint	Niveau 2	Niveau 3
		C0010	C0020	C0030	C0040	C0050
Fonds propres de base avant déduction pour participations dans d'autres secteurs financiers, comme prévu à l'article 68 du règlement délégué 2015/35						
Capital en actions ordinaires (brut des actions propres)	R0010	0	0			
Compte de primes d'émission lié au capital en actions ordinaires	R0030	252 562	252 562			
Fonds initial, cotisations des membres ou élément de fonds propres de base équivalent pour les mutuelles et les entreprises de type mutuel	R0040	79 427	79 427			
Comptes mutualistes subordonnés	R0050					
Fonds excédentaires	R0070					
Actions de préférence	R0090					
Compte de primes d'émission lié aux actions de préférence	R0110					
Réserve de réconciliation	R0130	1 036 633	1 036 633			
Passifs subordonnés	R0140	0		0	0	0
Montant égal à la valeur des actifs d'impôts différés nets	R0160	0				0
Autres éléments de fonds propres approuvés par l'autorité de contrôle en tant que fonds propres de base non spécifiés supra	R0180					
Fonds propres issus des états financiers qui ne devraient pas être inclus dans la réserve de réconciliation et qui ne respectent pas les critères de fonds propres de Solvabilité II						
Fonds propres issus des états financiers qui ne devraient pas être inclus dans la réserve de réconciliation et qui ne respectent pas les critères de fonds propres de Solvabilité II	R0220					
Déductions						
Déductions pour participations dans des établissements de crédit et des établissements financiers	R0230					
Total fonds propres de base après déductions	R0290	1 368 622	1 368 622	0	0	0
Fonds propres auxiliaires						
Capital en actions ordinaires non libéré et non appelé, callable sur demande	R0300					
Fonds initial, cotisations des membres ou élément de fonds propres de base équivalents, non libérés, non appelés et appelables sur demande, pour les mutuelles et les entreprises de type mutuel	R0310					
Actions de préférence non libérées et non appelées, callable sur demande	R0320					
Engagements juridiquement contraignants de souscrire et de payer des passifs subordonnés sur demande	R0330					
Lettres de crédit et garanties relevant de l'article 96, paragraphe 2, de la directive 2009/138/CE	R0340					
Lettres de crédit et garanties ne relevant pas de l'article 96, paragraphe 2, de la directive 2009/138/CE	R0350					
Rappels de cotisations en vertu de l'article 96, point 3, de la directive 2009/138/CE	R0360					
Rappels de cotisations ne relevant pas de l'article 96, paragraphe 3, de la directive 2009/138/CE	R0370					
Autres fonds propres auxiliaires	R0390					
Total fonds propres auxiliaires	R0400					
Fonds propres éligibles et disponibles						
Total des fonds propres disponibles pour couvrir le capital de solvabilité requis	R0500	1 368 622	1 368 622	0	0	0
Total des fonds propres disponibles pour couvrir le minimum de capital requis	R0510	1 368 622	1 368 622	0	0	0
Total des fonds propres éligibles pour couvrir le capital de solvabilité requis	R0540	1 368 622	1 368 622	0	0	0
Total des fonds propres éligibles pour couvrir le minimum de capital requis	R0550	1 368 622	1 368 622	0	0	0
Capital de solvabilité requis	R0580	357 682				
Minimum de capital requis	R0600	89 590				
Ratio fonds propres éligibles sur capital de solvabilité requis	R0620	3,83				
Ratio fonds propres éligibles sur minimum de capital requis	R0640	15,28				

S.23.01.01 - 02		
Fonds propres		
		C0060
Réserve de réconciliation		
Excédent d'actif sur passif	R0700	1 370 840
Actions propres (détenues directement et indirectement)	R0710	70
Dividendes, distributions et charges prévisibles	R0720	2 148
Autres éléments de fonds propres de base	R0730	331 989
Ajustement pour les éléments de fonds propres restreints relatifs aux portefeuilles sous ajustement égalisateur et aux fonds cantonnés	R0740	
Réserve de réconciliation	R0760	1 036 633
Bénéfices attendus		
Bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPIFP) - activités vie	R0770	0
Bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPIFP) - activités non-vie	R0780	9 864
Total bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPIFP)	R0790	9 864

Annexe 8

S.25.01.21				
Capital de solvabilité requis - pour les entreprises qui utilisent la formule standard				
		Capital de solvabilité requis brut	Simplifications	PPE
		C0110	C0120	C0090
Risque de marché	R0010	320 154		
Risque de défaut de la contrepartie	R0020	43 766		
Risque de souscription en vie	R0030	438		Aucun
Risque de souscription en santé	R0040	80 476		Aucun
Risque de souscription en non-vie	R0050	146 954		Aucun
Diversification	R0060	-162 616		
Risque lié aux immobilisations incorporelles	R0070	0		
Capital de solvabilité requis de base	R0100	429 172		
Calcul du capital de solvabilité requis		C0100		
Risque opérationnel	R0130	24 864		
Capacité d'absorption des pertes des provisions techniques	R0140	0		
Capacité d'absorption des pertes des impôts différés	R0150	-96 354		
Capital requis pour les activités exercées conformément à l'article 4 de la directive 2003/41/CE	R0160	0		
Capital de solvabilité requis à l'exclusion des exigences de capital supplémentaire	R0200	357 682		
Exigences de capital supplémentaire déjà définies	R0210	0		
Capital de solvabilité requis	R0220	357 682		
Autres informations sur le SCR				
Capital requis pour le sous-module risque sur actions fondé sur la durée	R0400	0		
Total du capital de solvabilité requis notionnel pour la part restante	R0410	0		
Total du capital de solvabilité requis notionnel pour les fonds cantonnés	R0420	0		
Total du capital de solvabilité requis notionnel pour les portefeuilles sous ajustement égalisateur	R0430	0		
Effets de diversification dus à l'agrégation des nSCR des FC selon l'article 304	R0440	0		

Annexe 9

S.28.01.01 - 01			
Minimum de capital requis (MCR) - Activité d'assurance ou de réassurance vie uniquement ou activité d'assurance ou de réassurance non-vie uniquement			
Terme de la formule linéaire pour les engagements d'assurance et de réassurance non-vie			
		C0010	
Résultat MCRNL	R0010	86 346	
		Meilleure estimation et PT calculées comme un tout, nettes (de la réassurance/des véhicules de titrisation)	Primes émises au cours des 12 derniers mois, nettes (de la réassurance)
		C0020	C0030
Assurance frais médicaux et réassurance proportionnelle y afférente	R0020	29 013	153 408
Assurance de protection du revenu, y compris réassurance proportionnelle y afférente	R0030	71 597	59 177
Assurance indemnisation des travailleurs et réassurance proportionnelle y afférente	R0040	0	0
Assurance de responsabilité civile automobile et réassurance proportionnelle y afférente	R0050	116 626	55 760
Autre assurance des véhicules à moteur et réassurance proportionnelle y afférente	R0060	19 725	76 001
Assurance maritime, aérienne et transport et réassurance proportionnelle y afférente	R0070	1 144	724
Assurance incendie et autres dommages aux biens et réassurance proportionnelle y afférente	R0080	63 450	98 046
Assurance de responsabilité civile générale et réassurance proportionnelle y afférente	R0090	118 599	31 737
Assurance crédit et cautionnement et réassurance proportionnelle y afférente	R0100	0	0
Assurance de protection juridique et réassurance proportionnelle y afférente	R0110	3 148	10 868
Assurance assistance et réassurance proportionnelle y afférente	R0120	1 163	424
Assurance pertes pécuniaires diverses et réassurance proportionnelle y afférente	R0130	0	189
Réassurance santé non proportionnelle	R0140	56	470
Réassurance accidents non proportionnelle	R0150	33 695	3 380
Réassurance maritime, aérienne et transport non proportionnelle	R0160	29	9
Réassurance dommages non proportionnelle	R0170	5 726	11 373
Terme de la formule linéaire pour les engagements d'assurance et de réassurance vie			
		C0040	
Résultat MCRL	R0200	3 244	
		Meilleure estimation et PT calculées comme un tout, nettes (de la réassurance/des véhicules de titrisation)	Montant total du capital sous risque net (de la réassurance/des véhicules de titrisation)
		C0050	C0060
Engagements avec participation aux bénéfices - Prestations garanties	R0210	0	
Engagements avec participation aux bénéfices - Prestations discrétionnaires futures	R0220	0	
Engagements d'assurance avec prestations indexées et en unités de compte	R0230	0	
Autres engagements de (ré)assurance vie et de (ré)assurance santé	R0240	154 470	
Montant total du capital sous risque pour tous les engagements de (ré)assurance vie	R0250		0
Calcul du MCR global			
		C0070	
MCR linéaire	R0300	89 590	
Capital de solvabilité requis	R0310	357 682	
Plafond du MCR	R0320	160 957	
Plancher du MCR	R0330	89 421	
MCR combiné	R0340	89 590	
Seuil plancher absolu du MCR	R0350	3 700	
Minimum de capital requis	R0400	89 590	